

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER 2026 Un pari sur l'attractivité économique

PAGE 6

Véritable plateforme d'échanges et d'investissement, la manifestation met en avant les potentialités économiques de l'Algérie et les opportunités de partenariat dans des secteurs stratégiques variés.

Contribution des compétences algériennes au développement du pays L'appel de Tebboune

Convaincu que le savoir constitue un levier stratégique, le chef de l'État a exhorté les compétences algériennes de la diaspora à participer activement à la construction de l'Algérie de demain.

PAGE 4



L'Algérie au cœur des instances internationales Une influence en expansion

PAGE 5



Industrie de la chaussure UN GÉANT AMÉRICAIN S'IMPLANTE EN ALGÉRIE

PAGE 7

Scrutin du 2 juillet Plus qu'un vote, une responsabilité

PAGES 2 et 3



L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX



Une lionne met Hassi Messaoud en alerte
PAGE 15

Législatives
2026

À l'approche du scrutin Les partis multiplient les propositions

À moins de deux semaines du scrutin, les partis politiques intensifient meetings et actions de proximité pour mobiliser les électeurs.

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mounder Boden, a affirmé, hier, que la bureaucratie est l'ennemie du développement, ajoutant qu'elle constitue l'un des principaux obstacles qui limitent l'efficacité des projets et ralentissent leur mise en œuvre.

Lors d'un rassemblement populaire qu'il a animé dans la wilaya de M'sila, le SG du RND a indiqué que pour endiguer ce phénomène, le parti a présenté une proposition visant à créer un organe provincial élargi, présidé par le wali et composé d'élus locaux et nationaux, dans le but de mutualiser les ressources, de coordonner les efforts et de favoriser la collaboration afin de garantir un développement plus efficace et de mieux répondre aux préoccupations des citoyens.

Mounder Boden a expliqué que cet organe, qui sera institué par décret, permettra aux élus de suivre le cheminement des projets et d'avoir, en temps voulu, un retour sur les doléances transmises à l'exécutif.

Il a ajouté que l'organe se réunira une à deux fois par an et permettra de faire le diagnostic des problèmes de la wilaya, d'identifier les secteurs et les régions qui connaissent des insuffisances, d'échanger et de faire des propositions.

Selon la vision du RND, le wali assurera la présidence de cette instance, sans qu'il s'agisse d'une présidence absolue.

Mounder Boden a, par ailleurs, expliqué que l'un des principaux défis actuels réside dans l'approche traditionnelle de la



gestion des communes, qui conduit la plupart d'entre elles à dépendre presque entièrement des subventions de l'État. Cela nécessite de s'orienter vers une approche moderne où la commune fonctionne avec une logique de création de richesse, une commune qui facilite l'investissement et qui valorise ses potentialités.

Il a également évoqué la nécessité de renforcer l'autonomie financière des collectivités locales à travers une révision de la fiscalité locale.

LE PT PLAIDE POUR UN MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION

Le Parti des travailleurs fait du développement durable une priorité. L'un des principaux engagements du parti est son renforcement. Louisa Hanoune a même

indiqué, samedi, à Djelfa, que son parti a inscrit sur sa feuille de route la création d'un ministère de la Planification, chargé de définir les priorités de développement à travers l'ensemble du territoire national, en tenant compte des spécificités de chaque wilaya.

Louisa Hanoune a également évoqué, à cette occasion, la loi minière votée en 2025, qui selon elle comprend des articles à revoir. Elle a précisé que son parti militera pour la révision de cette loi dans le sens de la préservation des intérêts stratégiques du pays.

Dans chacune de ses interventions, Louisa Hanoune a insisté sur le volet économique du programme de son parti, qui inclut comme priorités le renforcement du développement durable et le soutien à l'économie nationale dans des secteurs

stratégiques tels que l'industrie, l'agriculture, la pêche et les autres activités génératrices de richesse.

Comme à chacune de ses escales, Louisa Hanoune a souligné, hier, lors de son rassemblement à Tizi Ouzou, que les candidats du PT défendent aussi bien les préoccupations locales liées aux citoyens de leurs circonscriptions que les questions d'intérêt national, dans le but de préserver les acquis sociaux de l'État dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et autres.

La secrétaire générale du PT a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement de son parti à défendre toutes les catégories de la société sans exclusion, notamment les jeunes et les retraités, tout en veillant à la valorisation des acquis et à la préservation des richesses algériennes.

LE FFS PRIVILÈGE LE TERRAIN

Pour le treizième jour de campagne, le Front des forces socialistes (FFS) a poursuivi sa stratégie de proximité. Son premier secrétaire national, Youcef Aouchiche, accompagné des candidats du parti à Alger, a effectué une sortie à Birhadem. Le FFS met l'accent sur l'interaction directe avec les citoyens et le débat d'idées comme fondement de son approche politique. Le parti multiplie ainsi les visites locales, comme lors de son déplacement à Tizi Ouzou, afin de renforcer le contact avec les électeurs et de structurer son discours autour des préoccupations locales et nationales.

S. Smati

SCRUTIN DU 2 JUILLET

Appel unanime à renforcer les institutions

À l'occasion du treizième jour de la campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet prochain, plusieurs responsables de partis politiques ont renouvelé leurs appels à une participation massive des citoyens, estimant que ce rendez-vous électoral constitue une étape déterminante pour la consolidation des institutions de l'État et le renforcement de la représentation populaire.

En meeting populaire à Médéa, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a insisté sur la nécessité de restaurer la confiance dans l'action politique à travers une participation active aux élections. Devant ses partisans, il a mis en avant le caractère historique de la wilaya de Médéa, présentée comme un bastion du mouvement national et de la guerre de Libération nationale.

Le responsable du MSP a défendu le programme électoral de son parti, articulé autour du slogan «Confiance», affirmant que l'Algérie a besoin de renforcer la confiance dans ses institutions, ses ressources et ses capacités nationales. Selon lui, les élections constituent un levier essentiel pour rétablir cette confiance et favoriser l'émergence d'institutions représentatives fortes.

SOUVERAINÉTÉ NATIONALE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Abdelali Hassani Cherif a également plaidé pour le renforcement de la souveraineté nationale dans ses dimensions institutionnelle, économique et sociale. Il a



notamment appelé à une meilleure exploitation des richesses locales, citant Médéa comme un exemple de wilaya disposant d'importants atouts agricoles, industriels et touristiques susceptibles de contribuer à la diversification de l'économie nationale.

BENGRINA MISE SUR LES PÔLES INDUSTRIELS COMPÉTITIFS

Évoquant les défis liés à l'enseignement supérieur et à l'emploi des diplômés, il a insisté sur la nécessité d'adapter les formations universitaires aux besoins du marché du travail et aux nouvelles exigences technologiques, notamment dans les domaines de l'innovation et de l'intelligence artificielle. De son côté, le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a souligné que «l'Algérie victo-

rieuse ne peut être construite qu'avec la participation de tous les Algériens et Algériennes». Il a appelé les électeurs à se rendre massivement aux urnes afin d'élire des candidats compétents, capables de contribuer à la poursuite du processus de construction institutionnelle du pays.

Bengrina a expliqué que le programme électoral de son parti repose sur le développement de pôles industriels compétitifs spécialisés, dans le cadre d'une vision économique axée sur le renforcement du secteur industriel et la promotion de l'investissement. Il a estimé que la réussite des wilayas en matière de développement et de création d'opportunités constitue une condition essentielle pour bâtir une Algérie forte et prospère. Sous le slogan de campagne «Ensemble mobilisés... l'Algérie triomphe», il a invité les

citoyens à soutenir les listes de son parti afin de poursuivre les réformes et les efforts de développement.

LE FLN DÉFEND

SA VISION D'UNE ALGÉRIE FORTE

Par ailleurs, le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benbarek, a affirmé que sa formation politique participe à ces législatives avec «une vision intégrée pour poursuivre la construction d'une Algérie forte et prospère».

Lors d'un rassemblement populaire organisé dans le cadre de la campagne électorale, il a présenté les grandes lignes de son programme, axé sur la création de richesse, la promotion de l'investissement et de la production nationale, ainsi que le renforcement de la sécurité alimentaire et énergétique du pays. Rappelant l'héritage historique et militant de son parti, Benbarek a qualifié la participation aux élections de «devoir national», appelant les citoyens à contribuer, par leur vote, à la définition des orientations futures du pays.

En conclusion, les responsables politiques ont convergé vers un même message : faire des élections législatives du 2 juillet un rendez-vous de mobilisation nationale permettant l'élection d'un Parlement fort, capable d'assurer pleinement ses missions de législation et de contrôle, tout en répondant aux aspirations des citoyens et aux défis du développement du pays.

I. Khermane

**Législatives
2026**

Scrutin du 2 juillet Plus qu'un vote, une responsabilité

Au-delà de la participation, c'est la responsabilité du choix citoyen qui détermine la qualité de la représentation nationale.

La campagne électorale pour les législatives du 2 juillet poursuit son rythme à travers les différentes régions du pays. Alors qu'elle achève sa deuxième semaine, la campagne électorale continue de gagner en intensité à travers le pays, portée par la multiplication des meetings, des actions de proximité et des échanges directs avec les citoyens, sur fond d'appels soutenus à la mobilisation électorale.

Au-delà de la diversité des discours et des sensibilités politiques, un constat s'impose : la volonté de convaincre les électeurs de l'importance de ce rendez-vous électoral dans le fonctionnement des institutions nationales. Les interventions convergent vers une même idée, celle de faire de ces élections un moment de participation active à la consolidation de la vie démocratique et au renforcement du rôle du Parlement dans l'architecture institutionnelle du pays. La question de la participation occupe ainsi une place centrale dans cette campagne. Les appels à se rendre aux urnes se multiplient, portés par la conviction qu'un Parlement fort repose d'abord sur une légitimité populaire solide. Pour les acteurs engagés dans cette compétition électorale, le vote ne constitue pas seulement un droit civique, mais également un acte de responsabilité collective qui engage l'avenir des institutions et la qualité de la représentation nationale.

CHOISIR LES MEILLEURS PROFILS

Cette responsabilité ne se limite, toutefois, pas à la participation. Elle concerne également le choix des futurs élus. La campagne remet au premier plan le rôle déterminant du citoyen dans la composition de la future Assemblée populaire nationale. À travers leur bulletin de vote, les électeurs sont



appelés à sélectionner les profils les plus aptes à défendre les intérêts de la population, à porter les préoccupations des territoires et à contribuer efficacement au travail législatif et au contrôle de l'action gouvernementale. Dans cette perspective, les notions de compétence, d'intégrité et de proximité avec les citoyens reviennent régulièrement dans les débats. L'objectif affiché est de favoriser l'émergence d'une représentation parlementaire capable de répondre aux défis économiques et sociaux qui se posent au pays, tout en renforçant la confiance entre les institutions et la société. Les préoccupations socio-économiques occupent, d'ailleurs, une place prépondérante dans les échanges. L'emploi, particulièrement celui des jeunes, demeure l'un des sujets les plus présents dans les interventions. Les questions liées à l'investissement, à l'amélioration du climat des affaires, à la diversification de l'économie et à la simplification des procédures admi-

nistratives figurent également parmi les priorités mises en avant tout au long de la campagne.

Le développement local s'impose, lui aussi, comme un axe majeur. Les candidats et leurs soutiens insistent sur la nécessité de réduire les disparités entre les régions, de valoriser les ressources locales et de transformer les potentialités territoriales en moteurs de croissance. L'amélioration du cadre de vie, le renforcement des infrastructures de proximité et l'encouragement des initiatives économiques locales sont présentés comme des leviers essentiels pour une croissance plus équilibrée.

LA JEUNESSE AU CENTRE DES ATTENTES

La jeunesse occupe une place particulière dans cette dynamique. Considérée comme un atout stratégique pour l'avenir du pays, elle apparaît au cœur des propositions portant sur la formation, l'entrepreneuriat et

l'insertion professionnelle. L'enjeu consiste à créer les conditions permettant aux nouvelles générations de participer pleinement au développement économique et social national.

En toile de fond, une autre préoccupation traverse l'ensemble des discours : la nécessité de consolider le lien de confiance entre les citoyens et les institutions. La transparence, la qualité de la représentation et la proximité des élus avec les réalités du terrain sont régulièrement évoquées comme des conditions indispensables à une gouvernance plus efficace et à une meilleure prise en charge des attentes citoyennes.

À mesure que l'échéance du 2 juillet approche, les législatives apparaissent ainsi comme un rendez-vous déterminant pour l'avenir de la représentation nationale. Au-delà de la compétition électorale, l'enjeu réside dans la capacité des électeurs à contribuer à la formation d'un Parlement compétent, crédible et en phase avec les aspirations de la société.

Car si la participation demeure un indicateur essentiel de la vitalité démocratique, la qualité des choix exprimés dans les urnes constitue tout autant un facteur décisif. Le scrutin du 2 juillet est ainsi présenté comme une occasion pour les citoyens de peser directement sur la composition humaine de l'institution parlementaire et, à travers elle, sur la capacité de l'État à accompagner les transformations économiques, sociales et institutionnelles attendues.

Plus qu'une simple échéance électorale, ce rendez-vous est perçu comme un moment de responsabilité collective où se joue une partie de l'efficacité future de l'action publique et du renforcement des institutions démocratiques du pays.

Assia M.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Un démarrage sur les chapeaux de roues

La campagne électorale en prévision des prochaines législatives du 2 juillet bat son plein à travers l'ensemble du territoire national, ainsi qu'au sein de la communauté établie à l'étranger.

Les différentes formations politiques et les listes indépendantes axent principalement leurs discours sur les préoccupations quotidiennes des citoyens, notamment le pouvoir d'achat, le développement économique et la consolidation des institutions.

Cependant, ces acteurs peinent encore à mobiliser autour de leurs discours. Pour diverses raisons, une partie des Algériens semble relativement désintéressée par ces élections.

Intervenant hier sur les ondes de la Radio Chaîne 1 de la Radio nationale, le spécialiste en droit constitutionnel, Rachid Lourari, a estimé que la campagne électorale pour les législatives du 2 juillet avait connu un démarrage modeste durant ses premiers jours, comparativement aux précédents rendez-vous électoraux.

L'intervenant a notamment cité, à titre d'exemple, l'absence de grands rassemblements et de meetings électoraux durant la première semaine, tant du côté des partis politiques que des candidats indépendants. Rachid Lourari, qui estime, toutefois, que la campagne devrait gagner en dynamisme, a ajouté que les actions de proximité et les rencontres directes avec les citoyens dominent actuellement le paysage électoral. Les candidats privilégient ainsi le contact direct dans les quartiers, sur les lieux de



travail et dans les espaces publics. S'agissant du discours politique adopté durant cette campagne, l'expert constitutionnel a souligné qu'il se caractérise par son calme et sa modération, loin de toute agitation ou confrontation. Cette orientation s'explique, selon lui, par l'accent mis sur le renforcement de l'unité nationale, la poursuite des efforts de développement et la prise en charge des préoccupations des citoyens à travers un Parlement fort et représentatif. Il a estimé que cette évolution constitue une avancée positive du discours politique et qu'elle mérite d'être valorisée et reproduite lors des prochaines échéances électorales. Le spécialiste en droit constitutionnel a également relevé l'absence de promesses

électorales excessives, qui ont souvent caractérisé les campagnes précédentes. Il a rappelé que les citoyens sont désormais mieux informés du rôle du député, lequel se limite essentiellement à l'élaboration, à l'examen et à l'adoption des lois, ainsi qu'au contrôle de l'action du gouvernement et du respect de son programme.

DE NOUVELLES MÉTHODES

Tout comme lors des précédentes élections, la campagne électorale pour les législatives du 2 juillet connaît une évolution notable dans les méthodes de mobilisation des électeurs, désormais largement centrées sur l'outil numérique et les plateformes interactives, devenus des moyens

essentiels de présentation des programmes des différents candidats. À ce propos, Rachid Lourari a expliqué que les réseaux sociaux sont devenus le principal terrain de la campagne électorale, en particulier pour les candidats des listes indépendantes, qui y recourent davantage, en raison notamment de moyens limités et d'un ancrage populaire moindre par rapport aux grands partis.

Depuis son lancement, la campagne se distingue, en effet, par une utilisation intensive des réseaux sociaux, notamment à travers les diffusions en direct et la présentation des programmes sur ces plateformes, faisant de ces outils des espaces d'interaction instantanée permettant aux électeurs d'exprimer leurs préoccupations dans les commentaires.

Concernant cette tendance de plus en plus visible lors des différentes échéances nationales, l'enseignante de sociologie politique à l'École nationale supérieure des sciences politiques (ENSSP), Amel Hadja, a récemment souligné l'importance de cette dynamique renouvelée. Elle estime que «cette transformation structurelle a permis d'insuffler une nouvelle dynamique au processus électoral, fondée avant tout sur l'interaction et l'échange d'opinions».

Elle ajoute que «cette communication numérique directe s'effectue désormais en temps réel, d'autant plus que les jeunes sont devenus des acteurs influents dans l'espace numérique en général».

Yacine Ouffella

CONTRIBUTION DES COMPÉTENCES ALGÉRIENNES AU DÉVELOPPEMENT DU PAYS

L'appel de Tebboune

Convaincu que le savoir constitue un levier stratégique, le chef de l'État a exhorté les compétences algériennes de la diaspora à participer activement à la construction de l'Algérie de demain.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a lancé un appel à l'ensemble des scientifiques et compétences algériennes établis à travers le monde pour contribuer activement au projet de développement national et mettre leur expertise au service de l'essor du pays. Il les a invités à prendre part à la dynamique de modernisation engagée afin de hisser l'Algérie au rang des nations développées, tout en réaffirmant la fierté de l'État et de la nation pour leurs parcours et réalisations.

Cet appel est intervenu lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, au cours de laquelle a été approuvée la création du Haut-Conseil des scientifiques et chercheurs algériens. Cette nouvelle instance, qui relèvera directement de la présidence de la République et bénéficiera d'une autonomie administrative et financière, aura pour mission de mobiliser les expertises algériennes expatriées et de favoriser leur contribution aux politiques nationales de développement, de recherche et d'innovation. Le président Tebboune a assuré que toutes les portes seraient ouvertes aux compétences nationales vivant à l'étranger afin qu'elles puissent collaborer librement avec leurs homologues en Algérie et participer à la construction d'une économie fondée sur le savoir et la technologie. Au cours de cette même réunion, le Conseil des ministres a examiné plusieurs autres dossiers stratégiques.



VERS UNE ADMINISTRATION PLUS PERFORMANTE

S'agissant de la numérisation, le président de la République a souligné que la mise en exploitation effective du portail national des services numériques constitue une étape essentielle pour améliorer la qualité de la gestion publique, réduire les dépenses administratives et simplifier les démarches des citoyens. Il a insisté sur le fait que cet outil contribuera à renforcer l'efficacité de l'action publique et à offrir des services plus rapides et plus transparents. Dans cette perspective, il a chargé la haute-commissaire à la numérisation d'élaborer, avant la prochaine rentrée sociale, une carte sociale nationale permettant de consolider les mécanismes de justice sociale grâce à un système numérique moderne garantissant la souveraineté des données et limitant les risques de fraude et de corruption.

ACCÉLÉRATION DES CHANTIERS

Concernant les infrastructures de transport, le chef de l'État a ordonné l'accélération du lancement des travaux de la première tranche de la ligne ferroviaire reliant Laghouat, Ghardaïa et El Meniaâ, qualifiant

ce projet de stratégie en raison de ses importantes retombées économiques et de son potentiel en matière de création d'emplois. Il a également décidé du raccordement de Hassi Messaoud à cette ligne afin de réduire les coûts logistiques, de raccourcir les délais de transport et de soutenir les exportations issues de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud, dont l'entrée en service est attendue prochainement.

A LA CONQUÊTE DU PASSÉ

Le président de la République s'est également penché sur la valorisation du patrimoine national en décidant de la création d'une Agence nationale d'archéologie. Dotée d'une autonomie administrative et du statut d'établissement à caractère industriel et commercial, cette structure sera placée sous la tutelle directe de la présidence de la République. Elle aura pour mission de redynamiser les activités de recherche et de prospection archéologiques, d'encourager les scientifiques algériens à poursuivre les fouilles sur l'ensemble du territoire national et de favoriser la découverte de nouveaux vestiges témoignant des différentes périodes de l'histoire de l'humanité en Algérie.

Afin de renforcer la protection de ce patrimoine, le Président a également ordonné la création d'une police spécialisée relevant de cette agence et chargée de la surveillance, de la sécurisation et de la préservation des sites et objets archéologiques dans le cadre de ses missions de terrain.

PRÉVENIR TOUTE IRRÉGULARITÉ FUTURE

Sur le plan financier, le chef de l'État a félicité le ministre des Finances, le gouverneur de la Banque d'Algérie ainsi que l'ensemble des cadres du secteur pour la sortie de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (Gafi). Il a estimé que cette décision constitue une reconnaissance internationale des efforts consentis pour renforcer la transparence et lutter contre le blanchiment d'argent et les mouvements financiers illicites, rappelant que l'image du pays avait été affectée par les dérives constatées avant 2019. Il a, dans ce contexte, chargé les ministres des Finances et de la Justice de veiller avec la plus grande rigueur à prévenir toute irrégularité future dans les transactions financières.

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE ALGÉRO-CHINOIS

Avant la clôture de la réunion, le président Tebboune a donné instruction de créer une société algéro-chinoise spécialisée dans le nettoyage de l'ensemble des ports du pays, d'Est en Ouest, dès l'achèvement du projet d'extension du port d'Annaba. Cette initiative s'inscrit dans les préparatifs de l'entrée en service de cette infrastructure comme plateforme d'exportation du phosphate algérien, en complément de la future ligne ferroviaire reliant la mine de Blad El Hadba à Oued El Kebrit puis au port d'Annaba.

Assia M.

SÉCURITÉ SANITAIRE EN AFRIQUE

Tebboune plaide pour un investissement durable

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a souligné que la sécurité sanitaire en Afrique repose sur un investissement durable dans les systèmes de santé, le renforcement des capacités de surveillance et le soutien à la recherche scientifique.

Dans une allocution prononcée en son nom par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, lors d'une réunion de haut niveau de l'Union africaine consacrée à la propagation du virus Ebola, tenue par visioconférence, le chef de l'État a insisté sur une approche structurelle de la sécurité sanitaire. Il a indiqué que la construction d'une Afrique plus sûre ne peut se limiter à la gestion des crises, mais doit s'appuyer sur le développement des systèmes de santé, la formation des ressources humaines, la mise en place de dispositifs d'alerte précoce, ainsi que le soutien à la recherche et à la production locale de médicaments et de vaccins.

L'ENGAGEMENT DE L'ALGÉRIE

Le président de la République a également réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à contribuer aux efforts continentaux, à la fois sur le plan

financier et technique, en s'appuyant notamment sur les institutions sanitaires nationales, afin de partager son expérience avec les pays africains. Cette réunion de haut niveau s'est tenue à Addis-Abeba, sous la présidence du chef de l'État burundais et président en exercice de l'Union africaine, Evariste Ndayishimiye, avec la participation de dirigeants africains, de partenaires internationaux, ainsi que d'organismes des Nations unies et d'organisations régionales. Sur le plan sanitaire, la République démocratique du Congo fait face depuis mi-mai 2026 à une nouvelle épidémie d'Ebola, qui a déjà causé plus de 200 décès, avec plusieurs centaines de cas confirmés et des dizaines de milliers de contacts identifiés en RDC et dans les pays voisins. Africa Centres for Disease Control and Prevention alerte sur le risque d'une flambée majeure si les efforts de riposte ne sont pas renforcés. Détecté initialement dans une zone reculée, le virus s'est progressivement propagé vers des zones plus peuplées, compliquant le suivi des chaînes de transmission. La situation est d'autant plus préoccupante que certaines souches circulantes présentent des défis importants en matière de

prévention et de prise en charge.

UN PLAN DE RIPOSTE SOUS-FINANCÉ

Un plan continental de riposte, élaboré par l'Africa CDC et l'Organisation mondiale de la santé pour la période juin-novembre 2026, prévoit un financement de plusieurs centaines de millions de dollars. Toutefois, une partie importante des ressources attendues n'a pas encore été mobilisée, ce qui limite la mise en œuvre complète des actions prévues. Sur le terrain, les équipes sanitaires continuent de faire face à des défis majeurs, notamment le suivi des contacts, les contraintes logistiques, l'insécurité dans certaines zones et la méfiance de certaines populations. Les pays voisins, dont l'Ouganda, restent en alerte face au risque de propagation régionale. Au-delà de l'urgence, cette crise met en lumière les fragilités structurelles des systèmes de santé en Afrique et la nécessité de renforcer durablement la souveraineté sanitaire du continent à travers des investissements pérennes, la coopération régionale et le développement des capacités locales.

COOPÉRATION

Ahmed Attaf en visite en Jordanie

Sur instruction du président de la République, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, s'est rendu, hier, à Amman pour une visite officielle au Royaume hachémite de Jordanie, pays frère.

Au cours de cette visite, le ministre d'État aura des entretiens avec son homologue jordanien, Ayman Safadi, afin d'examiner l'état de la coopération bilatérale et les moyens de renforcer les relations de fraternité et de coopération existant entre les deux pays frères. Par ailleurs, le ministre d'État participera aux travaux de la réunion ministérielle consultative arabe consacrée aux derniers développements de la situation dans la région, ainsi qu'à la reprise de la 165e session ordinaire du Conseil de la Ligue des États arabes au niveau ministériel, prévues en Jordanie le 22 juin 2026.

En marge de ces deux réunions ministérielles, le ministre d'État tiendra plusieurs entretiens bilatéraux avec un certain nombre de ses homologues arabes.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'ALGÉRIE AU CŒUR DES INSTANCES INTERNATIONALES

Une influence en expansion

Entre son élection à un poste clé au sein d'une instance africaine de lutte contre la corruption, sa désignation pour présider l'Ecosoc et son retrait de la liste grise du Gafi, l'Algérie consolide son poids diplomatique et financier.

Dans un contexte mondial marqué par une recomposition des équilibres de gouvernance, l'Algérie consolide son positionnement international à travers trois évolutions majeures touchant les sphères diplomatique, financière et africaine, confirmant ainsi la montée en puissance de son rôle sur plusieurs fronts stratégiques.

L'Algérie a renforcé son ancrage institutionnel en étant élue deuxième vice-présidente du bureau exécutif de l'Union africaine des autorités de lutte contre la corruption pour un mandat de quatre ans. Cette élection est intervenue en marge de l'Assemblée générale de l'Union, tenue, jeudi, à Nairobi (Kenya), selon un communiqué de la Haute-Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. La candidature algérienne a obtenu 26 voix sur les 30 exprimées.

Cette large adhésion traduit la reconnaissance des États africains envers l'expérience algérienne en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption. Les travaux de l'Assemblée ont porté sur le renforcement de la coopération continentale et le partage des bonnes pratiques, avec un accent particulier sur les partenariats internationaux.



Les représentants de la Haute-Autorité ont réaffirmé l'engagement de l'Algérie à accompagner les pays africains dans leurs efforts de lutte contre la corruption, notamment à travers l'échange d'expériences et la valorisation de l'expertise nationale acquise depuis 2022 au sein du bureau exécutif de l'Union.

Selon plusieurs experts, ce résultat confirme l'intégration progressive de l'Algérie dans les mécanismes africains de transparence et de gouvernance institutionnelle.

APPEL À PRÉSIDER L'ECOSOC

Dans le prolongement de ce renforce-

ment du positionnement algérien au sein des espaces de gouvernance internationale, le Groupe des ambassadeurs africains à New York a désigné à l'unanimité l'ambassadeur Amar Bendjama pour assurer la présidence du Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc) pour la période 2026-2027.

Cette désignation illustre le poids diplomatique de l'Algérie au sein de la représentation africaine dans l'un des principaux organes onusiens chargés des questions de développement et de gouvernance économique mondiale.

Cette nomination, qui devra être formalisée par les États membres le 23 juillet

2026, intervient dans un contexte international marqué par des défis économiques et géopolitiques croissants.

Le diplomate algérien a souligné l'importance de renforcer la coordination africaine et de promouvoir une voix unifiée au sein des instances internationales.

Parmi les priorités annoncées, figurent la réforme de l'architecture financière internationale, la gestion de la dette, la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités ainsi que le renforcement de l'efficacité de l'Ecosoc.

RETRAIT DE LA LISTE GRISE DU GAFI

Sur le plan financier, le Groupe d'action financière (Gafi) a officiellement retiré l'Algérie de sa liste grise après l'évaluation positive des réformes engagées dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ce retrait consacre les efforts déployés par les autorités algériennes pour moderniser le cadre juridique et renforcer les mécanismes de contrôle financier, conformément aux standards internationaux.

Les experts estiment que cette décision constitue un signal fort adressé aux investisseurs internationaux. Elle est susceptible d'améliorer le climat des affaires, de faciliter les transactions financières et de renforcer l'attractivité économique du pays.

À travers ces trois avancées simultanées, l'Algérie confirme une dynamique d'influence croissante, alliant diplomatie multilatérale, leadership africain et consolidation de sa crédibilité financière sur la scène internationale.

Synthèse Smail R.

DEUX STRUCTURES AU SERVICE DE LA GOUVERNANCE

Penser l'Algérie de demain

Pour préparer l'après-pétrole et consolider les bases du développement national, la Présidence de la République a annoncé la création prochaine du Haut-Conseil des scientifiques et des chercheurs algériens ainsi que de l'Agence nationale d'archéologie. Composées de figures scientifiques nationales et de compétences issues de la diaspora, ces deux structures auront pour vocation

D'ÉCLAIRER LES DÉCISIONS STRATÉGIQUES DE L'ÉTAT.

Véritables «boîtes à idées» adossées au sommet de l'État, elles auront pour mission d'alimenter l'action publique. La première devra promouvoir la science, la recherche et l'innovation afin d'accompagner le développement socio-économique du pays. La seconde s'inscrit dans une démarche de préservation, de sauvegarde et de valorisation du patrimoine archéologique et historique national.

La création du Haut-Conseil répond à une volonté de restructuration de la gouvernance stratégique, en plaçant l'expertise, la connaissance et la souveraineté au cœur de la décision publique. Cette instance de haut niveau vise à mobiliser les compétences nationales, notamment celles établies à l'étranger, pour soutenir les grandes orientations de développement.

DES RÉSERVOIRS D'EXPERTISE ET D'INNOVATION

Ces institutions peuvent être considérées comme des réservoirs d'idées. Leur rôle consiste à recueillir, centraliser et évaluer des propositions innovantes destinées à améliorer l'action publique, initier de



nouveaux projets ou répondre à des défis émergents. Elles favorisent ainsi l'intelligence collective en permettant aux experts de formuler directement recommandations et solutions.

Dans un contexte mondial en mutation rapide, l'État est confronté à des défis structurels majeurs : modernisation de l'économie, montée en gamme de la production nationale, transition numérique et écologique, tout en préservant les équilibres sociaux et financiers.

Ces transformations impliquent plusieurs axes stratégiques : réduction de la dépendance aux hydrocarbures, développement d'une industrie à forte valeur ajoutée et meilleure intégration dans les échanges internationaux à travers la valorisation des ressources locales. Elles supposent également une adaptation du système éducatif aux exigences du marché mondial du travail, notamment dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques, ainsi qu'un renforcement du système de santé pour garantir une main-d'œuvre qualifiée et performante.

DE L'IDÉE AU PROJET CONCRET

Le fonctionnement de ces dispositifs

repose sur l'échange et l'évaluation des idées. Les propositions jugées pertinentes peuvent être analysées, testées puis transformées en projets concrets. Leur valeur réside dans leur capacité à structurer l'innovation dans un processus continu, reliant expertise et décision publique.

Au-delà de la performance administrative, ces mécanismes traduisent une volonté croissante d'ouverture et de valorisation des compétences. Ils permettent également de détecter les signaux faibles, d'anticiper les mutations et de renforcer la qualité de la décision publique. Les expériences internationales montrent que les États entretenant un dialogue constant avec leurs experts améliorent la confiance institutionnelle et l'efficacité de l'action publique. La réactivité demeure essentielle : chaque contribution doit recevoir une réponse, qu'elle soit retenue ou non.

UN NOUVEL HORIZON POUR LE PAYS

La «boîte à idées» n'a pas disparu. Elle s'est transformée. D'un simple dispositif consultatif, elle devient un outil structurant de l'intelligence collective. Certains pays s'appuient sur des think tanks pour éclairer leurs politiques publiques, d'autres utilisent des instruments d'évaluation pour mesurer l'efficacité de l'action gouvernementale.

Dans le domaine de l'intelligence artificielle, l'Algérie accélère également son intégration des nouvelles technologies, avec l'ambition que l'IA contribue à hauteur de 7% au PIB d'ici à 2027, en tant que levier de transformation économique et sociale.

H. A.

AADL 3

Des mises en demeure pour retard de paiement



L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) a adressé des mises en demeure aux souscripteurs du programme AADL 3 n'ayant pas procédé au paiement de la première tranche dans les délais impartis. Ces rappels concernent les bénéficiaires ayant reçu un ordre de versement via leur espace personnel sur la plateforme électronique, sans s'être acquittés du montant exigé. L'AADL précise que les délais fixés sont désormais expirés et accorde un ultime délai de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure pour régulariser la situation. Le règlement doit obligatoirement être effectué via la plateforme numérique dédiée. L'agence avertit que tout retard supplémentaire expose les souscripteurs concernés à des procédures légales, conformément à la réglementation en vigueur, appelant ainsi à une régularisation rapide afin d'éviter toute mesure administrative ou judiciaire.

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER 2026

Un pari sur l'attractivité économique

Véritable plateforme d'échanges et d'investissement, la manifestation met en avant les potentialités économiques de l'Algérie et les opportunités de partenariat dans des secteurs stratégiques variés.

La 57e édition de la Foire internationale d'Alger s'ouvre aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, confirmant son statut de rendez-vous économique majeur en Algérie et dans la région. Placée sous le thème

«Confiance et stabilité pour une croissance durable», cette édition intervient dans un contexte marqué par la volonté des autorités de consolider la diversification de l'économie nationale et de renforcer l'attractivité du pays pour les investissements étrangers.

L'événement devrait être inauguré par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, témoignant de l'importance stratégique accordée à cette manifestation économique qui constitue, depuis plusieurs décennies, une vitrine du tissu productif national.

Organisée du 22 au 27 juin, la Foire internationale d'Alger demeure l'un des principaux espaces d'exposition et de rencontres d'affaires du pays. Elle offre une plateforme privilégiée aux entreprises publiques et privées pour présenter leurs produits, valoriser leurs capacités de production et explorer de nouvelles opportunités de partenariat.

Au fil des éditions, la FIA s'est imposée comme un lieu de convergence entre opérateurs économiques nationaux et étrangers, facilitant les échanges commerciaux et les discussions autour de projets d'investissement dans des secteurs clés de l'économie.

UNE PARTICIPATION DIVERSIFIÉE

Cette édition 2026 enregistre une participation importante d'exposants nationaux et étrangers issus de plusieurs continents. L'Espagne est mise à l'honneur en tant qu'invitée d'honneur, illustrant la dyna-



mique positive des relations économiques entre Alger et Madrid, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'agroalimentaire, des infrastructures et des services.

Selon la Société algérienne des foires et exportations (Safex), organisatrice de l'événement, cette participation espagnole ouvre la voie à un renforcement des échanges commerciaux et à l'exploration de nouveaux partenariats industriels et technologiques.

La foire met en avant une large diversité de secteurs économiques considérés comme stratégiques pour le développement du pays. Sont notamment représentées les industries agroalimentaires, électriques et électroménagers, mécaniques et sidérurgiques, ainsi que les industries de

transformation.

Les travaux publics et le bâtiment occupent également une place importante, reflétant les besoins en infrastructures, tandis que le secteur des services confirme son rôle croissant dans la modernisation de l'économie nationale.

Cette diversité témoigne de la montée en puissance progressive du tissu industriel algérien et des efforts engagés pour réduire la dépendance aux importations.

UN ESPACE DE DIALOGUE ÉCONOMIQUE

Au-delà de l'exposition commerciale, la FIA se distingue par son programme de conférences et de débats économiques. Cette année, un nouveau pavillon Palestine

accueillera du 23 au 25 juin une série de rencontres réunissant experts, responsables institutionnels et opérateurs économiques.

Les discussions porteront notamment sur la coopération africaine et l'intégration économique à travers la coopération Sud-Sud et la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), un chantier majeur pour l'avenir des échanges intra-africains.

Une journée sera consacrée à l'investissement et à la coopération algéro-espagnole, avec un accent particulier sur l'amélioration du climat des affaires, les dispositifs d'accompagnement des investisseurs étrangers et les opportunités de coentreprises.

Une autre session abordera les ressources minières et l'innovation technologique, mettant en avant le potentiel minier de l'Algérie ainsi que le rôle croissant de l'intelligence artificielle et des technologies de pointe dans la transformation économique.

UNE DYNAMIQUE CONFIRMÉE

L'édition précédente, la 56e Foire internationale d'Alger, avait connu une participation record de 684 entreprises, à savoir 539 algériennes et 145 étrangères issues de 31 pays, avec le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur.

Cette performance confirme l'attractivité croissante de l'événement et son rôle dans le positionnement de l'Algérie comme plateforme économique régionale.

Dans un contexte international en mutation, cette nouvelle édition s'inscrit dans une dynamique d'ouverture économique, de diversification des partenariats et de consolidation des échanges commerciaux, en phase avec les ambitions de développement du pays.

Synthèse Smail R.

LUTTE CONTRE LE CANCER

L'Algérie forme des médecins ivoiriens

Le Centre de lutte contre le cancer (CLC) de Blida a lancé, en partenariat avec Roche Algérie, un programme de formation au profit de 15 médecins et chirurgiens ivoiriens spécialisés en oncologie. Cette initiative, inscrite dans le cadre de la coopération Sud-Sud, vise à renforcer les échanges d'expertise et à promouvoir le modèle algérien de prise en charge du cancer.

Selon le professeur Adda Bounedjar, président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, cette formation d'une semaine porte sur les techniques et traitements les plus récents du cancer du sein. Elle comprend des sessions théoriques ainsi que des visites de terrain au sein des différents services du centre. Les participants ont notamment manifesté leur intérêt pour le Guide national unifié de prise en charge du cancer, qui rassemble 31 protocoles thérapeutiques appliqués à l'échelle nationale. Les responsables du centre soulignent que cette coopération contribue à consolider la place de l'Algérie comme pôle africain de référence dans la formation et la lutte contre le cancer. Une délégation de médecins algériens est, par ailleurs, attendue prochainement à Abidjan pour poursuivre ce partenariat à travers des actions de formation sur place.

ECONOMIE CIRCULAIRE

Holcim El Djazaïr et DHL font cause commune

Holcim El Djazaïr, via son activité Geocycle, et DHL Global Forwarding Algérie ont signé un partenariat stratégique visant la valorisation des déchets d'emballage et le renforcement de l'économie circulaire en Algérie.

Cet accord illustre la volonté des deux entreprises de conjuguer performance logistique et industrielle avec les exigences de durabilité environnementale. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de Adham El Sharkawy, représentant du groupe Holcim en Algérie,

de Mme Karima Fareha, directrice de Geocycle, et de Kareem Aziz, gérant de DHL Global Forwarding Algérie.

Le partenariat porte sur la prise en charge et la valorisation des principaux flux de déchets issus des activités logistiques, notamment les cartons et papiers, les plastiques (films étirables, films à bulles, bandes de cerclage) ainsi que les palettes et déchets de bois en fin de vie.

L'objectif est de proposer une solution durable à la ges-

tion de ces volumes importants générés quotidiennement dans les entrepôts et centres de tri.

GEOCYCLE ET LA VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

À travers ses infrastructures de traitement et son expertise dans le co-traitement en cimenterie, Geocycle assure la valorisation des déchets en énergie, avec une approche visant le zéro enfouissement.

Le dispositif est complété par la plateforme numérique

MyGeocycle, qui permet d'assurer une traçabilité des flux et un suivi transparent des opérations de valorisation. Au-delà de ce partenariat, Holcim El Djazaïr et DHL Global Forwarding Algérie ambitionnent de contribuer à une dynamique nationale en matière d'économie circulaire.

Les deux partenaires appellent les acteurs économiques et industriels à s'engager dans des démarches similaires afin d'accélérer la transition environnementale en Algérie.

COOPÉRATION ALGÉRIE-BOSNIE

Vers un renforcement des investissements bilatéraux

Dans le cadre du renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et la Bosnie-Herzégovine, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkach, a reçu, hier, à Alger son homologue de la FIPA, Marko Kubatlija, accompagné de la vice-présidente de l'Organisation stratégique des employeurs bosniens (SBO), Mme Edita Turko-

vic. Cette rencontre s'inscrit dans la visite d'une importante délégation bosnienne participant à la 57e édition de la Foire internationale d'Alger, prévue du 22 au 27 juin 2026.

Les discussions ont permis de passer en revue les missions des deux agences et leur rôle dans la promotion et l'accompagnement de l'investissement, depuis la phase de pros-

pection jusqu'à la réalisation et l'exploitation des projets. À cette occasion, le directeur général de l'AAPI a présenté les réformes engagées en Algérie pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité du pays. Il a également mis en avant les principales opportunités d'investissement, notamment dans les secteurs des mines, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie et des

énergies renouvelables. Les deux parties ont enfin évoqué les perspectives de coopération entre l'AAPI et la FIPA. Elles ont convenu d'œuvrer à la conclusion d'un protocole d'accord visant à structurer leur collaboration, notamment en matière d'échange d'expertises, de bonnes pratiques et de partage d'informations sur les opportunités d'investissement dans les deux pays.

ALGÉRIE-GECF

Priorité au TSGP

L'Algérie a réaffirmé sa volonté de mettre son savoir-faire au service du Forum et de ses membres, notamment à travers le renforcement de la coopération et des projets stratégiques comme le gazoduc transsaharien.

Le projet du gazoduc transsaharien (TSGP) a occupé une place centrale dans les discussions qui ont eu lieu hier entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Philip Mshelbila, en visite de travail en Algérie du 20 au 23 juin.

Les deux parties ont souligné, lors de cette rencontre tenue au siège du ministère des Hydrocarbures, l'importance stratégique de ce projet énergétique reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria, considéré comme un levier de renforcement de l'intégration économique et du développement durable dans la région, ainsi que comme un pilier de la sécurité énergétique régionale et internationale. Elles ont également salué les progrès réalisés et le lancement effectif de la concrétisation du projet, qui reflète la volonté des trois pays de consolider leur partenariat et leur coopération dans le domaine énergétique.

MARCHÉS DU GAZ ET DÉFIS MONDIAUX

La rencontre a également porté sur l'évolution des marchés mondiaux du gaz naturel et sur les défis auxquels fait face l'industrie gazière dans un contexte de transformations géopolitiques et économiques, notamment en matière de sécurité des approvisionnements, de durabilité des investissements et d'évolution de la demande mondiale. Les deux parties ont



insisté sur la nécessité de renforcer la coordination et la concertation entre les États membres du GECF, conformément aux conclusions du 7e sommet du Forum, organisé par l'Algérie en 2024. Le ministre d'État a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à soutenir les efforts visant à renforcer le dialogue et la coopération entre les membres du Forum, ainsi qu'à développer des projets d'infrastructures et d'interconnexion énergétique contribuant à la sécurité énergétique et à la valorisation du gaz

naturel dans le mix énergétique mondial.

RECHERCHE ET INNOVATION DANS LE SECTEUR GAZIER

Les échanges ont également porté sur le rôle croissant du GECF dans le suivi des évolutions des marchés énergétiques mondiaux et dans l'élaboration de visions communes défendant les intérêts des pays producteurs, en soulignant l'importance stratégique du gaz naturel comme ressource essentielle pour garantir la sécurité énergé-

tique mondiale et accompagner une transition énergétique équilibrée et équitable.

Une attention particulière a été accordée au suivi de la mise en œuvre de l'Institut de recherche sur le gaz (IRG), dont le siège est en Algérie. Les deux parties ont insisté sur l'accélération de ses programmes scientifiques et de recherche, ainsi que sur le renforcement de ses partenariats avec les universités, les centres de recherche et les institutions énergétiques des pays membres, afin de soutenir l'innovation, le transfert de connaissances et le développement de solutions technologiques durables pour l'industrie gazière.

EXPERTISE ALGÉRIENNE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Lors de cette rencontre, Arkab a présenté l'expérience accumulée par l'Algérie dans l'industrie du gaz naturel depuis plus de six décennies, notamment dans les domaines de l'exploration, de la production, du transport, de la liquéfaction et de la commercialisation, réaffirmant la disponibilité de l'Algérie à partager son expertise avec les États membres du Forum.

De son côté, le secrétaire général du GECF a salué le rôle central de l'Algérie au sein de l'organisation et sa contribution active au renforcement de la coopération entre les États membres, tout en mettant en avant ses efforts en faveur du soutien à l'Institut de recherche sur le gaz et de la promotion de la place du Forum sur la scène énergétique internationale.

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Un géant américain s'implante en Algérie

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de développement industriel. Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé samedi à Alger la signature d'un accord pour la réalisation de la première usine africaine de la marque américaine Skechers, spécialisée dans la fabrication de chaussures.

La cérémonie s'est tenue au siège du ministère, en présence d'une délégation de haut niveau de l'entreprise américaine, composée notamment de Douglas Parker, vice-président chargé des affaires financières, et de Daniel Levy, vice-président chargé des ventes internationales, ainsi que des responsables du partenaire algérien Tradifoot.

UN PROJET STRATÉGIQUE POUR L'INDUSTRIE NATIONALE

Ce projet industriel ambitieux vise à faire de l'Algérie une base de production régionale pour la



marque américaine en Afrique. Il s'inscrit dans la politique nationale de substitution aux importations, visant à réduire la dépendance aux produits étrangers en favorisant la production locale et les investissements directs étrangers.

Le ministre a souligné que ce partenariat reflète la confiance croissante des grandes marques internationales dans le climat des affaires en Algérie, estimant qu'il confirme également les effets des réformes économiques engagées

par les pouvoirs publics ces dernières années.

Selon les termes de l'accord, l'usine devrait entrer en activité au premier trimestre 2027. Elle affichera une capacité de production estimée à deux millions de paires de chaussures par an, avec un taux d'intégration locale de 40 %.

Cette intégration progressive vise à développer un tissu industriel local autour de la production de chaussures, tout en renforçant les capacités de transformation et

de fabrication sur le territoire national.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET FORMATION

Le projet prévoit également un important volet de formation. La main-d'œuvre algérienne bénéficiera de l'encadrement d'experts de Skechers afin d'assurer le transfert de savoir-faire et de technologies selon les standards internationaux du secteur.

Dans un premier temps, la production sera destinée à satisfaire le marché national.

À partir de la deuxième année d'exploitation, l'usine devrait progressivement orienter une partie de sa production vers l'exportation, notamment vers les marchés africains.

Cette orientation vise à renforcer la position de l'Algérie en tant que plateforme industrielle et exportatrice régionale, dans un contexte de diversification de l'économie nationale.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TECHNOLOGIES

« Pulse by Solutions » vise une expansion en Algérie

Le groupe technologique « Pulse by Solutions » prévoit son entrée prochaine sur le marché algérien, avec une stratégie d'expansion vers l'Europe de l'Est et le nord de la Méditerranée à partir

de 2027.

L'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de riyals saoudiens en 2025, en hausse de 35 % sur un an, selon son président Ahmed Al-Harrani.

Présente dans plusieurs pays dont l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Tanzanie, la société anticipe une croissance d'au moins 30 % en 2026, portée par ses activités de transformation numérique dans

les secteurs de l'énergie, des administrations publiques et des villes intelligentes.

Elle ambitionne enfin de porter la part de son chiffre d'affaires international à 90 % d'ici 2027.

CONGRÈS INTERNATIONAL DU BLÉ

La Tunisie accueillera la 5e édition

La Tunisie a été désignée pour organiser la 5^e édition du Congrès international du blé (IWC5), prévue en avril 2028.

L'annonce a été faite à Bologne, en Italie, lors de la clôture de la 4^e édition du sommet tenue du 25 au 29 mai.

Selon un communiqué du consulat de Tunisie à Bologne, des chercheurs tunisiens ont présenté les préparatifs du pays pour accueillir cet événement scientifique majeur.

Cette désignation constitue une reconnaissance de l'expertise tunisienne dans la recherche agricole, notamment dans les cultures céréalières.

Le Congrès international du blé réunit des experts mondiaux pour discuter des avancées scientifiques et de l'avenir de la filière.

NIGERIA

Les recettes fiscales s'envolent

Grâce aux réformes engagées par les autorités et à la remontée des cours du pétrole, les recettes fiscales nigérianes ont progressé de 49 % sur les cinq premiers mois de 2026. Une hausse spectaculaire qui témoigne des efforts de diversification des revenus de l'État et d'une amélioration de la collecte fiscale.

CONSTANTINE

Une solution innovante pour traiter les nids-de-poule

Selon le directeur du Centre de Recherche en Mécanique (CRM), cette invention constitue une «nouveauité à l'échelle mondiale».

Le Centre de Recherche en Mécanique (CRM) de Constantine, vient de franchir une nouvelle étape dans le domaine de l'innovation scientifique en obtenant un brevet d'invention pour une technologie innovante de réparation des chaussées, a annoncé jeudi son directeur, Pr. Hadj Mohamed Benia. Délivré par l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI), l'invention est intitulée «Composite polymérique superhydrophobe résistant mécaniquement pour la réparation des nids-de-poule», a indiqué Pr. Benia, précisant que la distinction consacre une avancée technologique destinée à améliorer les techniques de maintenance des infrastructures routières. Selon le directeur du CRM, cette invention constitue une «nouveauité à l'échelle mondiale» développée par une équipe de spécialistes et de chercheurs de ce Centre. Le composite développé se distingue par ses propriétés mécaniques élevées ainsi que par son caractère superhydrophobe, lui permettant de repousser efficacement l'eau, a expliqué le même spécia-



liste. Ces caractéristiques lui confèrent une résistance accrue à l'humidité, à l'usure et aux contraintes mécaniques auxquelles sont soumises les chaussées, garantissant ainsi une meilleure durabilité des interventions de réparation, a-t-il encore expliqué. Cette technologie repose également sur la valorisation de matériaux à faible valeur marchande et encore peu exploités en Algérie, selon Pr. Benia qui a précisé que leur utilisation permet d'obtenir un produit performant tout en contribuant à la réduction des coûts de maintenance des infra-

structures routières et à une exploitation plus rationnelle des ressources disponibles localement. L'obtention de ce brevet reflète le dynamisme du Centre de Recherche en Mécanique de Constantine et son engagement en faveur du développement de solutions innovantes répondant aux besoins nationaux et illustre le rôle stratégique de la recherche scientifique dans l'amélioration des infrastructures et ouvre la voie à de futures applications industrielles susceptibles de renforcer durablement la qualité du réseau routier.

OUARGLA

Plusieurs opérations d'aménagement menées



Plusieurs opérations d'aménagement et d'embellissement urbain ont été lancés

à travers la wilaya d'Ouargla, dans le cadre de la consolidation des infrastructures publiques et l'amélioration du cadre de vie du citoyen, ont assuré les services de la wilaya. Lancés par les autorités locales, ces projets concernent la réhabilitation du réseau d'assainissement au quartier Mekhadma, la réalisation et la réfection de routes aux quartiers Sidi-Abderrahmane et Ain-Fadhnoune, l'aménagement urbain au quartier Said-Otba ainsi qu'à la rue Mohamed Benhedjira, à l'Est de ce quartier. Le programme a concerné aussi l'aménagement urbain des rues de la localité de Hassi-Miloud, l'aménagement urbain du lotissement des 100 logements au quartier Sidi-Amrane ainsi

que le lancement, dans le cadre de la protection de la cité Ennasr des risques d'inondations, de travaux de réalisation d'une canalisation d'évacuation des eaux pluviales. S'agissant de l'embellissement des espaces publics, le programme a porté sur l'aménagement de la place jouxtant le mausolée de Sid-Berredjal et les alentours de la mosquée El-Fedjr à la cité Enna sr, de l'avenue «Ahmed Benmaamar» au quartier de Béni-Thour et la réalisation de routes à la cité des 80 logements. Ces opérations visent la modernisation des espaces urbains, de la voirie et des réseaux divers, pour renforcer le développement urbain et améliorer le cadre de vie des citoyens.

AIN TÉMOUCHENT

Réception de huit forages

Le secteur de l'Hydraulique de la wilaya d'Aïn Temouchent a réceptionné huit (8) forages ayant fait l'objet d'une opération de réhabilitation, sur un total de douze (12) forages concernés par ce programme, a assuré la direction de wilaya du secteur. Le chef du service de mobilisation des ressources hydriques de cette direction, M. Abdelmoumen Tizrou, a indiqué que, dans le cadre du programme sectoriel, une opération de développement visant à réhabiliter et à remettre en l'état douze forages répartis à travers plusieurs communes de la wilaya a été concrétisée. «Huit forages ont déjà été réceptionnés, tandis que les travaux ciblant les quatre autres devraient s'achever dans les prochains jours», a-t-il précisé. Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures destinées à renforcer les ressources en eau dans les différentes communes de la wilaya, à travers une exploitation optimale des diverses ressources hydriques et leur réhabilitation. Les forages concernés ont bénéficié de travaux d'entretien, d'aménagement et d'équipement en pompes nécessaires à leur mise en service au profit de plusieurs agglomérations secondaires, a souligné le même responsable. La production quotidienne d'eau potable issue des ressources souterraines dans la wilaya atteint actuellement 7.000 mètres cubes, a indiqué M. Tizrou, relevant que le «secteur de l'Hydraulique œuvre à augmenter ce volume grâce aux projets en cours de réalisation dans plusieurs communes». Il convient de noter que la Station de dessalement d'eau de mer de la plage El-Hilal, située dans la commune de Sidi Benadda, assure 80% des besoins en eau destinés à l'alimentation des communes de la wilaya d'Aïn Temouchent. Elle contribue également à l'approvisionnement des communes de l'Ouest de la wilaya d'Oran, signale-t-on.

KHENCHELA

128 millions de dinars pour l'Hydraulique à El Hamma



Une enveloppe de 128 millions de dinars a été allouée à des opérations de développement liées à l'hydraulique dans la commune d'El Hamma, selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Amara Heggas. Le même élu a précisé à l'APS que ce montant, destiné à financer la réalisation de huit opérations, a été alloué, au titre de l'exercice 2026, dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique des communes et de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. Il s'agit, selon M. Heggas, d'opérations consistant à réaliser et à équiper trois puits artésiens pour alimenter en eau potable (AEP) les zones d'Ouled Abbas, Ahmed Ben Nasr, Ouled Abderrahmane, Ouled Ahmed Benmerah et El Hamma-centre, à réaliser un réseau de distribution dans la zone de Zeradmia, à rénover et à étendre le réseau d'AEP dans la région de Mezgettou et à réaliser deux réservoirs de 100 m³ dans la région d'Ouled Abdallah et de 300 m³ dans la zone d'Ouled Merah. M. Heggas a souligné que la mise en service de ces projets permettra «significativement» l'alimentation des populations en eau potable, de réduire les fuites et d'améliorer la qualité du service public de l'eau, tout en protégeant la santé publique et l'environnement.

MOSTAGANEM Plus de 250 logements sociaux bientôt attribués

La wilaya de Mostaganem s'apprête à procéder à la distribution de 255 logements publics locatifs (LPL) répartis sur quatre communes, dans le cadre des festivités commémorant le 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule de communication du cabinet du wali. Les daïras concernées par ce programme sont Hassi Mameche, Aïn Tedelès et Sidi Ali, soulignant que ces logements sont princi-



palement destinés aux catégories sociales aux revenus modestes. Cette opération concerne, notamment, 135 logements publics locatifs dans la commune de Sidi Ali, 50 logements dans la commune de Stidia, 40 logements dans la commune de Tazgait et 30 logements dans la commune de Oued El Kheir. Après la publication des listes provisoires des bénéficiaires, les services des daïras concernées ont rappelé aux demandeurs de logements publics locatifs que ces listes sont provisoires et

non définitives. Elles peuvent faire l'objet de recours dans un délai de huit jours à compter de leur date de publication. A cet effet, quatre espaces d'accueil ont été aménagés au niveau des communes concernées, à raison d'un espace par commune, afin d'orienter les citoyens souhaitant déposer un recours auprès de la commission de wilaya compétente, avant la finalisation des procédures au niveau du guichet unique ouvert à cet effet au siège de la wilaya. Par ailleurs, la wilaya de Mostaganem se prépare à organiser une vaste opération de distribution de logements à l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse. Elle avait déjà annoncé, précédemment, la distribution de 6.233 logements, toutes formules confondues. Une autre opération est également prévue pour le mois de novembre prochain, portant sur 1.000 logements supplémentaires de différentes formules, à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre.

SAISON ESTIVALE 2026

Vers l'accueil de 500.000 jeunes dans les camps d'été

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a révélé, samedi, que son secteur ambitionne d'accueillir 500.000 jeunes dans le cadre du programme des camps d'été prévu pour la saison estivale en cours.

Dans une déclaration à l'APS, Hidaoui a indiqué que le programme arrêté pour les camps d'été 2026 vise à accueillir 500.000 jeunes, précisant que le défi du secteur est d'atteindre, à l'horizon 2028, le seuil d'un million de jeunes bénéficiaires. Le ministre a fait savoir que le lancement du programme des camps d'été de cette année est prévu pour le 24 juin courant, avec l'accueil d'un premier contingent de 5.300 enfants et jeunes, soulignant que «les efforts se poursuivent pour réunir toutes les conditions nécessaires à une prise en charge optimale de l'ensemble des participants à cette activité». A ce propos, Hidaoui a affirmé que son département veille à «accompagner les aspirations des jeunes et à les soutenir sur plusieurs plans, y compris sur le plan récréatif, dans le cadre de la dynamique engagée, en faveur de cette catégorie». Dans ce contexte, il a indiqué que le ministère a œuvré à «moderniser le système des camps d'été à travers l'élaboration d'un référentiel éducatif et d'un programme pédagogique unifié, avec la participation des différents secteurs concernés, en application également des instructions du Premier ministre», ajoutant que «les encadreurs ont bénéficié d'une formation et d'une qualification durant plus de 7 mois afin d'améliorer le niveau de l'encadrement et la qualité des services offerts aux enfants et aux jeunes». Le ministre a, en outre, fait savoir que 10.000 encadreurs seront mobilisés pour la mise en œuvre du programme



estival de cette année. Il a précisé que la simulation nationale pilote organisée samedi soir dans la wilaya d'Oran, réunissant près de 3.000 participants, constitue la dernière étape du processus de formation destiné aux encadreurs, visant à «s'assurer de la préparation des équipes et à harmoniser les méthodes de travail et d'organisation adoptées à travers les différents centres de vacances». Cette simulation permettra d'unifier les concepts d'organisation à l'échelle nationale, d'autant plus que la saison actuelle se distingue par «le ren-

forcement du programme unifié des activités des camps d'été, introduit l'année dernière», a-t-il déclaré.

PLUSIEURS ACTIVITÉS AU PROGRAMME

Et d'ajouter que cette saison verra l'introduction de nouvelles activités à caractère scientifique, culturel, et éducatif, notamment la robotique, et le soroban, ainsi que d'autres activités visant à «renforcer l'esprit patriotique et les valeurs de citoyenneté» chez les enfants et les jeunes, outre

l'adoption d'une tenue uniforme pour les encadreurs et les bénéficiaires. Hidaoui a également indiqué que tous les camps d'été organisés directement ou indirectement par le ministère sont soumis à «un système de fonctionnement unifié et font l'objet d'un suivi et d'un contrôle par le secteur», précisant à ce propos l'existence de 40 centres de camping relevant du ministère, auxquels s'ajoutent plus de 200 centres gérés par des associations partenaires, répartis sur les 14 wilayas côtières. Abordant le volet organisationnel de l'opération, depuis les inscriptions des bénéficiaires et des encadreurs, jusqu'à leur répartition dans les camps, Hidaoui a souligné que l'ensemble des inscriptions ont été faites via une plateforme numérique dédiée à cet effet. Concernant l'amélioration des conditions d'hébergement, le ministre a expliqué que des efforts ont été déployés pour réduire le recours aux tentes, et privilégier les chalets, ainsi que les infrastructures équipées, en sus de faire appel aux établissements relevant des secteurs de l'éducation nationale et de la formation professionnelle afin d'augmenter la capacité d'accueil. Le ministre a affirmé que les camps d'été organisés directement par le ministère de la Jeunesse, ainsi que ceux financés par les institutions de l'Etat «demeurent entièrement gratuits», même si certaines associations peuvent demander une contribution symbolique pour couvrir une partie des frais d'organisation.

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Des associations algériennes accréditées auprès de l'UNESCO

Plusieurs associations nationales algériennes ont obtenu l'accréditation internationale auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), rejoignant ainsi le cercle restreint des organisations reconnues dans le cadre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Tenue les 17 et 18 juin derniers à Paris (France), la 11e session de l'Assemblée générale des Etats parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel

immatériel de l'Unesco, a vu les représentants des 185 Etats réunis, accréditer 59 nouvelles organisations non gouvernementales qui auront, entre autres tâches, de «fournir des services consultatifs au Comité intergouvernemental chargé de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel», indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. A cette occasion, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a adressé ses félicitations aux associations locales «Imekres pour patrioi-

ne et le folklore» de la vallée du M'zab à Ghardaïa, Biskra Takraa (Biskra Lit) de Biskra et El Mouahidia pour la protection du patrimoine historique, culturel et touristique de Nedroma, dans la wilaya de Tlemcen, ainsi qu'à l'association nationale Tourath Djazairna et celle du Groupe d'études de Bejaïa sur l'histoire des mathématiques au Moyen Age (Gehimab), après leur accréditation officielle auprès de l'UNESCO. Mme Bendouda a indiqué que l'intégration de ces associations au sein de la «liste d'ex-

cellence mondiale regroupant 59 organisations non gouvernementales» constitue une reconnaissance de la qualité du travail accompli par ces associations, soulignant que cette distinction reflétait également le «rôle pionnier de la société civile algérienne ainsi que sa capacité à préserver la mémoire collective et à la représenter avec compétence dans les différentes instances et rencontres internationales». La ministre a ajouté que cette reconnaissance internationale traduisait également l'engagement

constant de l'Algérie en faveur de la sauvegarde de son patrimoine scientifique et culturel», tout en confirmant «sa volonté de protéger, de transmettre et de valoriser un héritage authentique qui constitue l'un des fondements essentiels de son identité nationale». Lors de cette 11e session, les participants ont également eu à débattre de diverses questions relatives à la protection du patrimoine culturel à l'échelle mondiale, de l'avenir de la Convention ainsi que des perspectives de coopération dans ce domaine.

TRAIN ALGÉRIE-TUNISIE

Horaires, escales et prix durant l'été

En prévision de la saison estivale, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a publié samedi dernier, les horaires et les tarifs du train transfrontalier entre l'Algérie et la Tunisie. En plus de l'avion et des moyens de transport terrestre, les Algériens souhaitant se rendre en Tunisie peuvent aussi le faire par train, à bord des lignes de la SNTF. Dans une nouvelle mise à jour publiée ce samedi, la Société nationale des transports ferroviaires a indiqué que trois voyages sont au programme chaque semaine au départ de l'Algérie vers la Tunisie tous les

dimanches, mardis et jeudis. Le départ est programmé à la gare d'Annaba à 9h00 du matin, pour une arrivée à la capitale tunisienne, Tunis, à 18h27, après des escales dans les gares de Souk-Ahras, Ghardimaou, Jendouba et Béja. Dans l'autre sens, le départ du train international est prévu de la gare de Tunis les lundis, mercredis et vendredis, à 8h25, pour arriver à la gare d'Annaba à 18h20. Les formalités douanières de passage de la frontière s'effectuent au niveau de la gare internationale de Souk-Ahras, pour les voyages au départ de l'Algérie, et à la gare de Ghardimaou pour les



voyages au départ de la Tunisie. Les voyageurs qui privilégient ce moyen de transport peuvent acheter leurs billets dans les

gares d'Annaba et de Souk-Ahras, ou au niveau des gares d'Alger, d'Oran, de Constantine, de Sétif et d'El Eulma. Pour ce qui est des

prix des billets, la Société nationale des transports ferroviaires annonce des tarifs compétitifs et abordables. En aller simple, le prix du billet en première classe est fixé à 1.900 DA et deuxième classe à 1.640 DA. En aller-retour, le prix d'un billet en première classe est proposé à 3.485 DA et celui d'un billet en deuxième classe est à 3.040 DA, selon la même source. La société souligne, par ailleurs, que le transport est garanti gratuitement pour les enfants de moins de 4 ans, et qu'une réduction de 50 % est accordée aux enfants âgés de 4 à 12 ans.

POURPARLERS AMÉRICANO-IRANIENS EN SUISSE

Le sommet qui peut redessiner le Moyen-Orient

Première rencontre directe depuis la signature du mémorandum de fin de guerre, le rendez-vous de Bürgenstock doit poser les bases d'un règlement global. Une ambition confrontée à des désaccords persistants sur Ormuz, les sanctions et les garanties de sécurité.

Les premiers pourparlers directs entre les États-Unis et l'Iran depuis la signature du mémorandum d'entente ayant mis fin à plusieurs mois de confrontation militaire ont débuté hier dans la station suisse de Bürgenstock. Présentée comme une étape décisive vers la conclusion d'un accord durable, cette rencontre intervient toutefois dans un climat marqué par de profondes divergences, notamment autour du statut du détroit d'Ormuz et de l'application des engagements prévus par l'accord provisoire.

Réunissant des délégations de haut niveau des deux pays, avec la participation de médiateurs qatariens et pakistanais, cette première session vise à jeter les bases d'un processus de négociation de deux mois destiné à transformer le cessez-le-feu conclu récemment en un accord global portant sur les questions nucléaires, énergétiques, sécuritaires et économiques.

La présence du vice-président américain J.D. Vance à la tête de la délégation de Washington et du président du Parlement iranien,

Mohammad Bagher Ghalibaf, côté iranien, témoigne de l'importance accordée à cette séquence diplomatique. Les ministres et responsables chargés des dossiers du pétrole, des finances et de la sécurité nationale figurent également parmi les participants, signe que les discussions dépassent largement le seul cadre nucléaire.

Mais avant même l'ouverture officielle des travaux, le dossier du détroit d'Ormuz s'est imposé comme le principal point de friction. Téhéran affirme que ce passage stratégique demeure fermé à la navigation internationale en réponse à ce qu'il considère comme des violations des engagements pris par les États-Unis. Washington soutient au contraire que le trafic maritime se poursuit normalement et assure que ses forces continueront à garantir la liberté de navigation dans cette voie maritime essentielle au commerce mondial des hydrocarbures.

Cette contradiction illustre l'ampleur des défis auxquels seront confrontés les négociateurs. Le détroit d'Ormuz, par lequel transitait avant le conflit près d'un cinquième des approvi-



sionnements mondiaux en pétrole et en gaz, représente à la fois un enjeu économique majeur et un puissant levier politique dans les discussions en cours.

Au-delà de cette question, les négociations doivent également aborder le dossier des sanctions américaines, le dégel des avoirs iraniens bloqués à l'étranger, les exportations pétrolières de la République islamique ainsi que les garanties relatives à la sécuri-

té régionale. Les responsables iraniens ont déjà prévenu que l'avenir du processus dépendrait du respect effectif des engagements pris par les différentes parties.

LE DOSSIER LIBANAIS EN ARRIÈRE-PLAN

Le dossier libanais figure également parmi les sujets examinés. Les récents incidents survenus malgré l'entrée en vigueur du cessez-le-feu dans le sud du Liban

nourrissent les tensions et risquent de compliquer davantage les discussions. Téhéran considère que la poursuite des frappes sionistes constitue une violation de l'esprit de l'accord, tandis que l'entité sioniste affirme préserver sa liberté d'action face aux menaces sécuritaires.

Pour les observateurs, la rencontre de Bürgenstock constitue un premier test grandeur nature de la volonté des deux capitales de tourner la page de l'affrontement militaire. Si les divergences restent importantes, l'ouverture de discussions directes à ce niveau représente néanmoins une avancée diplomatique significative dans une région encore marquée par de fortes tensions.

Les prochaines heures permettront de mesurer si les parties sont en mesure de dépasser leurs différends immédiats pour engager un véritable processus de règlement durable. Entre les enjeux liés au nucléaire, à l'énergie, aux sanctions et à la sécurité régionale, les négociations de Bürgenstock pourraient déterminer les contours d'un nouvel équilibre au Moyen-Orient.

R.I/agences

LIBYE, SOUDAN, GHAZA

Le Caire relance les consultations

La capitale égyptienne a accueilli, samedi soir, une réunion diplomatique de haut niveau réunissant les ministres des Affaires étrangères de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et de la Turquie, ainsi que Massad Boulos, principal conseiller du président américain pour les affaires africaines et arabes. Cette rencontre a permis aux participants d'examiner plusieurs dossiers régionaux sensibles, dans un contexte marqué par de profondes mutations géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique.

Selon les informations communiquées par l'Agence de presse saoudienne, les discussions ont

porté principalement sur les situations au Soudan et en Libye, deux pays confrontés à des crises politiques et sécuritaires persistantes. Les participants ont souligné l'importance de poursuivre les efforts de coordination afin de favoriser le retour de la stabilité et de soutenir les initiatives de règlement politique.

Le dossier iranien a également occupé une place importante dans les échanges. D'après le porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, l'ambassadeur Tamim Khallaf, les participants ont procédé à une analyse approfondie des développements récents intervenus après la

conclusion d'un mémorandum d'entente entre Washington et Téhéran. Les responsables présents ont insisté sur la nécessité de capitaliser sur cette avancée diplomatique afin de réduire les tensions et de renforcer les perspectives de sécurité dans la région. La situation en Libye a fait l'objet d'une attention particulière. Les participants ont réaffirmé leur attachement à l'unité et à la souveraineté du pays, tout en appelant à la poursuite du processus politique et à l'unification des institutions nationales. Les efforts internationaux et régionaux visant à rapprocher les différentes parties libyennes ont éga-

lement été évoqués comme un élément essentiel pour parvenir à une solution durable.

Les discussions ont par ailleurs abordé la question palestinienne, notamment les développements dans la bande de Ghaza. Les participants ont échangé leurs points de vue sur les moyens de soutenir les initiatives diplomatiques et humanitaires destinées à répondre aux défis persistants dans le territoire palestinien.

Au-delà du Moyen-Orient, les responsables ont examiné plusieurs questions relatives au continent africain. Ils ont mis en avant la nécessité de renforcer les

mécanismes de coopération et de coordination entre les pays concernés afin de soutenir les efforts de paix, de développement et de stabilité dans différentes régions d'Afrique.

Cette réunion du Caire illustre la volonté des principaux acteurs régionaux et de leurs partenaires internationaux de maintenir un dialogue étroit sur les dossiers stratégiques qui façonnent l'avenir de la région. À l'heure où plusieurs crises demeurent ouvertes, la concertation diplomatique apparaît plus que jamais comme un outil essentiel pour favoriser la désescalade et promouvoir des solutions politiques durables.

FACE À UNE CRISE PROLONGÉE

Etat d'urgence en Bolivie

La Bolivie traverse une nouvelle phase de tensions aiguës après la décision du président Rodrigo Paz de décréter l'état d'urgence, samedi, afin de mettre fin à des manifestations qui paralysent le pays depuis près de cinquante jours.

Cette mesure permet le déploiement élargi des forces armées pour lever les barrières routières et rétablir l'approvisionnement des principales villes. Selon les autorités, l'activation de l'état d'urgence vise à restaurer la circulation des biens essentiels, notamment les produits alimentaires, le carburant et les médicaments, fortement

perturbés par les blocages organisés dans plusieurs régions stratégiques, dont celle de Cochabamba et les axes reliant La Paz. Le gouvernement justifie cette décision par la nécessité de faire face à une situation devenue critique, marquée par une paralysie économique et des tensions sociales croissantes. Le ministre de la Défense a indiqué que plusieurs barrages avaient déjà été levés grâce à l'intervention coordonnée de la police et de l'armée, assurant un retour progressif à la normale dans certaines zones. À l'origine de la crise, la suppression partielle des subventions aux car-

burants, décidée par le président afin de réduire le déficit budgétaire dans un contexte de crise de liquidités et de négociations avec le Fonds monétaire international. Cette mesure a rapidement suscité une vague de contestation, amplifiée par les pénuries de dollars et la hausse des revendications salariales. Malgré des tentatives d'apaisement, notamment un accord conclu avec la principale centrale syndicale du pays, les tensions persistent. Plusieurs organisations proches de l'ancien président Evo Morales continuent de bloquer les axes routiers, dénonçant une politique écono-

mique jugée défavorable aux populations rurales. Le président Paz estime que ces actions relèvent d'une tentative de déstabilisation politique et averti que les responsables s'exposent à des poursuites judiciaires. Washington a, de son côté, exprimé son soutien à la décision des autorités boliviennes, appelant au rétablissement rapide de la circulation des biens essentiels. Dans un contexte de fracture sociale profonde, la Bolivie fait face à un test majeur de stabilité, entre impératif de maintien de l'ordre et nécessité de répondre aux revendications sociales.

●CASEMIRO FILE VERS LA MLS CAP SUR L'INTER MIAMI APRÈS LE MONDIAL

« L'Amérique, je veux l'avoir et je l'aurai. » Titulaire lors de Brésil-Haïti la nuit dernière à Philadelphie, Casemiro n'est visiblement pas assez occupé par la Coupe du monde puisqu'il travaille aussi sur son avenir en club. Le milieu brésilien aurait même fait son choix pour la saison prochaine : il devrait rester aux États-Unis après la Coupe du monde selon les informations de Fabrizio Romano. En fin de contrat avec Manchester United fin juin, Casemiro s'est mis d'accord ces derniers jours avec l'Inter Miami pour un transfert définitif cet été. L'accord verbal a été conclu entre l'ensemble des parties concernées. Le club de MLS n'a plus qu'à signer le contrat et annoncer l'arrivée du Brésilien, qui souhaitait « jouer avec Lionel Messi. »

●SERIE A ALLEGRI TOUT PROCHE DE NAPLES

Massimiliano Allegri est en passe de rebondir en Serie A. L'entraîneur originaire de Livourne, récemment limogé par l'AC Milan, se dirige désormais vers le Napoli, où un accord de principe a déjà été trouvé avec Aurelio De Laurentiis.

Depuis la nomination de Ruben Amorim sur le banc rossonero, les discussions autour du départ d'Allegri se sont accélérées. Les deux parties travaillent actuellement à la résiliation du contrat du technicien italien, qui court officiellement jusqu'en juin 2027.

Selon Gianluca Di Marzio, les documents libérant Allegri et son staff devraient être finalisés dans les prochains jours. Une fois cette étape validée, il pourra s'engager librement avec Naples.

Le différend entre Milan et son ancien entraîneur porte notamment sur les indemnités de rupture. Allegri réclame près de 7 millions d'euros, tandis que le club propose une somme bien inférieure, autour de 500 000 euros.

Malgré ces tensions, le dénouement semble proche. Allegri est attendu sur le banc napolitain pour un contrat de trois ans, assorti d'un salaire estimé à 4,5 millions d'euros par saison, plus bonus. Il succéderait ainsi à Antonio Conte après deux saisons à la tête de l'équipe.

●BRÉSIL BLESSÉ, RAPHINHA INCERTAIN POUR LA SUITE

Coup dur pour le Brésil de Carlo Ancelotti. Lors de la victoire 3-0 face à Haïti, rencontre marquée par un doublé de Mateus Cunha et un but de Vinicius Jr., Raphinha a quitté le terrain en



ressentant une douleur musculaire à la cuisse droite.

Les examens réalisés depuis ont confirmé une lésion musculaire à l'arrière de la cuisse. Le staff médical brésilien reste prudent et n'a pas communiqué de durée précise d'indisponibilité, mais l'ailier devrait manquer le dernier match de poule contre l'Écosse. Son retour éventuel est espéré pour les huitièmes de finale, mais tout dépendra de l'évolution de sa blessure. En attendant, le sélectionneur devra ajuster son attaque, avec plusieurs options étudiées, notamment Gabriel Martinelli ou Luiz Henrique. Neymar, en reprise progressive, pourrait aussi être mobilisé selon son état physique.

LA COURSE AUX 16^{ES} DE FINALE S'ACCÉLÈRE Les qualifiés et les éliminés

Si certaines sélections ont déjà validé leur billet pour les 16es de finale, la majorité des groupes reste très disputée, entre lutte pour les deux premières places et course aux meilleurs troisièmes.

La phase de groupes du Mondial 2026, disputée pour la première fois à 48 équipes, entre dans une zone de turbulences. Entre qualifications déjà validées, duels pour le top 2 et bataille intense pour les meilleurs troisièmes, plusieurs sélections ont déjà pris une option sérieuse sur les 16es de finale, tandis que d'autres jouent déjà leur survie.

Le nouveau format de la compétition, qui qualifie les deux premiers de chaque groupe ainsi que les huit meilleurs troisièmes, commence déjà à dessiner ses contours.

Dans le groupe A, le Mexique a frappé fort en décrochant sa qualification avant même la dernière journée. Dans le groupe E, l'Allemagne a également validé son billet pour la phase à élimination directe après deux succès convaincants. Même scénario dans le groupe F, où les Pays-Bas et le Japon ont pris rendez-vous avec les 16es de finale.

Derrière ces nations déjà



qualifiées, plusieurs groupes restent extrêmement serrés. Dans le groupe C, le Brésil et le Maroc se partagent les commandes, mais l'Écosse reste en embuscade pour créer la surprise. Le groupe I offre un duel à distance entre la France et la Norvège, toutes deux en position favorable mais loin d'être assurées du top 2. Dans le groupe K, la Colombie mène la danse, tandis que le Portugal et la RD Congo restent pleinement en course pour la qualification.

DES GROUPES TOTALEMENT INDÉCIS

Certains groupes restent,

complètement ouverts après les premières journées. Dans le groupe G, toutes les équipes sont encore à égalité, rendant chaque match décisif. Le groupe H présente également un scénario totalement équilibré, sans aucun avantage net pour une sélection.

Dans le groupe J, l'Argentine et l'Autriche ont pris un léger ascendant dans la course à la qualification. L'Algérie et la Jordanie, elles, sont déjà sous pression après leur entrée en lice.

Les deux sélections n'ont plus droit à l'erreur : une deuxième défaite complique-

rait fortement leurs chances d'atteindre les 16es de finale, même via la voie des meilleurs troisièmes.

UNE DERNIÈRE JOURNÉE DÉJÀ DÉCISIVE

Avec ce nouveau format élargi, la compétition reste ouverte pour de nombreuses équipes. Entre qualification directe et repêchage via les meilleurs troisièmes, la dernière journée de la phase de groupes s'annonce déjà décisive dans la majorité des poules, avec des scénarios multiples encore possibles partout dans le tournoi.

GGROUPE I

Le Sénégal à la relance, la Norvège pour assurer

Ce lundi, le Sénégal défie la Norvège. Les Lions de la Teranga doivent réagir après leur lourde défaite face à la France (3-1).

Le Sénégal, sèchement battu par les Bleus pour ses débuts au Mondial-2026 et miné par des polémiques extra-sportives, doit se relancer lundi dans un match déjà couperet contre la Norvège d'Erling Haaland, qui voudra assurer sa qualification après son large succès face à l'Irak.

Oubliée la victoire de prestige contre les Bleus en 2002 : les Lions de la Teranga ont subi, dans cette édition, une première défaite face aux vice-champions du monde, qui ont mis 45 minutes à trouver leur rythme (3-1).

Déjà sous pression, les champions d'Afrique déçus sur tapis vert sont également au centre de plusieurs problèmes internes : la prime récompensant leur parcours à la Coupe d'Afrique des Nations n'aurait pas été versée, le chef qui les accompagne habituellement ne fait pas partie de la délégation, et les joueurs, mécontents de la nourriture proposée dans leur hôtel du New Jersey, commandent des plats à l'extérieur.

Un autre serpent de mer embarrasse la fédération : le sélectionneur Pape Thiaw n'a toujours pas renouvelé son contrat, pourtant arrivé à échéance en février.

Ces bisbilles pourraient avoir un impact sur les joueurs, qui se montraient toutefois enjoués et concentrés samedi lors de l'entraînement sur le campus sportif de la prestigieuse université Rutgers, près de New Brunswick.



« Je ne me fais pas de souci, il ne faut pas s'inquiéter, c'est une équipe jeune mais il y a des anciens pour les encadrer. Il faut continuer à travailler et, en temps voulu, on y arrivera », a affirmé Pape Sarr, l'ex-international qui a joué avec Pape Thiaw lors du Mondial-2002, où les Lions avaient signé leur meilleure performance en atteignant les quarts de finale.

LA NORVÈGE EN MODE ROULEAU COMPRESSEUR

Une victoire contre la Norvège, première du groupe devant la France à la différence de buts, rouvrirait les chances de qualification de Sadio Mané et de ses coéquipiers, avant le dernier match du groupe I contre l'Irak.

Mais en face se dressent les Vikings norvégiens et leur buteur Erling Haaland,

auteur d'un doublé lors de la victoire inaugurale (4-1) contre d'autres Lions, ceux de la Mésopotamie.

Autour de la star de Manchester City (57 buts en 51 sélections), qui fait l'objet d'une célébration des supporters mimant les mouvements de rameurs d'un drakkar, devenue virale sur les réseaux sociaux, le sélectionneur norvégien Ståle Solbakken dispose d'une équipe solide, avec notamment Alexander Sørloth (Atlético Madrid) et le meneur de jeu d'Arsenal Martin Ødegaard.

Le technicien peut aussi compter sur son banc avec le défenseur Leo Østigård, troisième buteur contre l'Irak, et le milieu Kristian Thorstvedt (Sassuolo), véritable poison pour la défense irakienne, qui a amené le quatrième but en toute fin de match.

MONDIAL
2026

ALGÉRIE-JORDANIE

Les Verts en quête de rédemption

Au Levi's Stadium de San Francisco, les deux sélections jouent gros dans la course à la qualification pour les huitièmes de finale, avec une obligation de résultat pour rester en vie dans la compétition.

Après leurs défaites lors de la première journée du groupe J de la Coupe du monde 2026, l'Algérie et l'Jordanie s'affrontent dans un duel déjà capital pour la qualification. Au Levi's Stadium, les deux sélections jouent bien plus que trois points : leur avenir dans la compétition.

Dans ce choc de la deuxième journée du groupe J, les deux équipes arrivent dans une situation similaire et sous pression. Battue 3-1 par l'Autriche après avoir longtemps résisté, la Jordanie a montré des limites défensives en fin de match. De son côté, l'Algérie a lourdement chuté face à l'Argentine de Lionel Messi (3-0), un revers logique mais révélateur de fragilités dans les moments clés.

UNE RÉACTION ATTENDUE CÔTÉ ALGÉRIEN

Les hommes de Vladimir Petković doivent impérativement réagir. Si la défaite contre l'Argentine a mis en lumière certaines erreurs défensives, le sélectionneur espère surtout une réponse mentale et collective. L'équipe, jugée plus convaincante en prépa-



ration, doit désormais transformer ses intentions en efficacité.

Des ajustements sont envisagés, notamment sur le plan offensif, où Mohamed Amoura pourrait retrouver une place de titulaire. Riyad Mahrez demeure, lui, l'un des principaux atouts capables de débloquer une rencontre serrée.

Les Verts ont rejoint San José (Californie) pour préparer ce

match décisif et ont effectué leur dernière séance au PayPal Park, à la veille de la rencontre.

UNE JORDANIE SOLIDE MAIS FRAGILE

En face, la sélection dirigée par Jamal Sellami a montré de la discipline malgré la défaite contre l'Autriche. Les Jordaniens ont tenu une grande partie du match

avant de céder dans le temps additionnel, confirmant une certaine rigueur tactique. Mais les statistiques restent préoccupantes : la Jordanie n'a plus gagné depuis six matchs et encaisse régulièrement plusieurs buts. Une fragilité défensive qui pourrait coûter cher à ce niveau. Offensivement, les espoirs reposent sur Musa Al-Taamari, principal créa-

teur du jeu, et sur Ali Olwan, meilleur buteur historique de la sélection avec 30 réalisations.

UN MATCH SOUS HAUTE TENSION

Les deux équipes ne se sont affrontées qu'une seule fois en match officiel, en 2004 (1-1 en amical). Mais cette nouvelle confrontation a une tout autre dimension : un match couperet dans la course à la qualification.

Pour l'Algérie, l'équation est claire : une victoire relancerait totalement la dynamique avant la dernière journée. Une défaite, en revanche, compromettrait fortement les chances de qualification pour les huitièmes de finale.

Dans un groupe encore ouvert, la gestion des détails et la solidité mentale seront déterminantes.

La rencontre sera arbitrée par le Slovène Slavko Vinčić, assisté de ses compatriotes Tomaz Klancnik et Andraz Kovacic. Le Jamaïcain Oshane Nation sera quatrième arbitre, tandis que le Trinidadien Caleb Wales officiera comme assistant remplaçant. Un match déjà charnière, où chaque erreur pourrait peser lourd dans le destin des deux sélections.

DU KANSAS À
SANTA CLARA

La ferveur algérienne ne faiblit pas

Malgré la défaite lors de leur entrée en lice au Mondial 2026, les Verts continuent de bénéficier d'un soutien massif aux États-Unis. Dans le Kansas, la communauté algérienne se mobilise pour accompagner la sélection nationale dans une phase déjà décisive du tournoi. À Lawrence et dans les villes environnantes, des rassemblements réguliers ont transformé les lieux en véritables espaces de ferveur, mêlant chants, couleurs nationales et messages d'encouragement. Les supporters affichent une confiance intacte dans la capacité du groupe dirigé par Vladimir Petković à réagir face à la Jordanie. Certains ont même rencontré les joueurs pour leur transmettre leur soutien, tandis que d'autres prévoient de rallier Santa Clara, en Californie, malgré un trajet de plusieurs centaines de kilomètres. Cette mobilisation illustre l'attachement de la diaspora aux couleurs nationales et sa volonté d'accompagner les Verts dans un match déjà crucial pour la suite de leur parcours mondial.

CAN 2027

L'Afrique de l'Est lance son grand défi

Trois pays, une ambition continentale. Dans un an, la Coupe d'Afrique des nations s'ouvrira au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda pour une édition historique, marquée par une organisation inédite à trois et de grandes ambitions continentales.

La CAN-2027 entrera officiellement dans l'histoire le 19 juin 2027, avec un coup d'envoi inédit en Afrique de l'Est. Pour la première fois depuis 1976, la compétition reine du football africain sera organisée dans cette région, à travers une co-organisation entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

Prévue du 19 juin au 17 juillet 2027, cette 36e édition sera la pre-

mière à être conjointement accueillie par ces trois nations, un projet porté comme un symbole d'unité et de développement régional.

La Confédération africaine de football (CAF) ambitionne une affluence de plus de 1,5 million de supporters dans les stades, ainsi qu'une audience télévisée mondiale estimée à plus de 3,2 milliards de téléspectateurs, selon les chiffres communiqués par l'instance.

En parallèle, la CAF poursuit ses consultations avec les autorités locales afin de désigner les villes hôtes du tirage au sort (prévu en mars 2027), ainsi que celles qui accueilleront le match d'ouverture

et la finale programmée le 17 juillet 2027.

Placée sous le thème « Pamoja » ("ensemble" en swahili), cette édition entend célébrer les valeurs d'unité, de coopération et de développement à travers le football africain.

Sur le plan sportif, les éliminatoires sont déjà lancés depuis le tirage au sort effectué en mai dernier au Caire. Au total, 48 sélections sont en lice pour décrocher les 24 places qualificatives.

Les grandes nations du continent — dont l'Algérie, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Nigeria, le Cameroun, la Tunisie, le Ghana, l'Afrique du Sud et la RDC — entre-

ront en compétition dès septembre prochain. L'Algérie, pour sa part, évoluera dans le groupe I aux côtés de la Zambie, du Togo et du Burundi.

Le calendrier des qualifications s'étale sur trois fenêtres internationales de la FIFA :

21 septembre – 6 octobre 2026 : journées 1 et 2

9 – 17 novembre 2026 : journées 3 et 4

22 – 30 mars 2027 : journées 5 et 6

Bien que qualifiés d'office en tant que pays hôtes, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda participeront également aux éliminatoires. Dans chacun de leurs groupes, une seule autre sélection les accompagnera en phase finale.

LIGUE DE DIAMANT 2026

Triki 2^e du classement du triple saut

L'Algérien Yasser Mohamed Tahar Triki occupe la 2e place du classement général du triple saut en Ligue de Diamant 2026 avec 16 points, après sa 3e place obtenue à Doha. Le classement est dominé par le Jamaïcain Scott Jordan (22 pts), devant l'Italien Diaz Hernan-

dez (16 pts) à égalité avec Triki. Le Cubain Lazaro Martinez est 4e (11 pts), tandis que le Portugais Pedro Pichardo pointe à la 7e place (8 pts). À Doha, l'Algérien a signé un nouveau record national avec un bond à 17,67 m, confirmant sa montée en puissance cette saison.



COUPE DAVIS

L'Algérie retrouve le Groupe III

La sélection algérienne de tennis seniors messieurs a validé son accession au Groupe III de la Zone Afrique de Coupe Davis après sa victoire face à l'Angola (2-0), samedi à

Nairobi. Solides tout au long de la compétition, les Algériens ont réalisé un sans-faute en phase de poules avec des succès contre le Kenya, le Ghana et le Botswana.

En play-offs, Samir Hamza Reguig puis Toufik Sahtali ont remporté leurs simples respectifs, scellant la qualification et le retour de l'Algérie à l'échelon supérieur.

RD CONGO

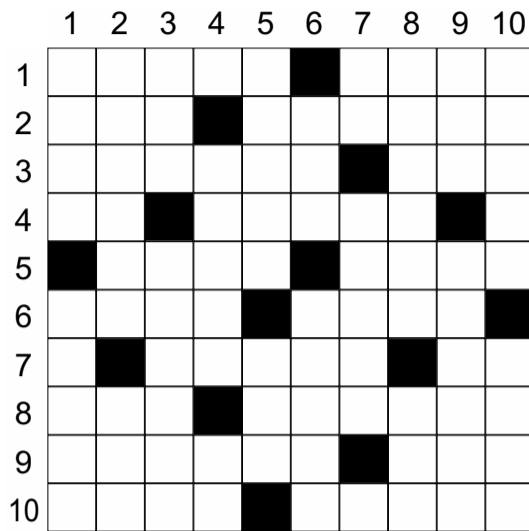
Slimane Raho champion avec le TP Mazembe

L'ancien international algérien Slimane Raho a remporté le championnat de RD Congo avec le TP Mazembe, au terme d'une saison serrée.

Le club de Lubumbashi a terminé en tête de la phase finale avec 30 points, validant son titre grâce à une victoire décisive (2-0) lors de la dernière journée.

Mazembe devance d'un point Les Aigles du Congo, tandis que AS Maniema Union complète le podium. Ce sacre confirme la progression de Slimane Raho comme entraîneur et renforce la présence des techniciens algériens sur la scène africaine.

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT

1- Appartient au citron - Son coup dans l'eau signifie un effort inutile et perdu. 2- Confident - N'est pas majeur. 3- Epais et pesant - Préfixe. 4- Douze mois - Qui est sur son séant. 5- Pronom personnel - Sommet. 6- Lisière - Son complément est le sucre. 7- Arriver - Habitudes. 8- Pronom personnel - Plante à fleur jaune. 9- Utiliserai - Après bis (inversé). 10- Deviendra - Brille.

VERTICALEMENT

1- Ville du continent noir - Qualificatif de l'angle dépassant cent grades. 2- Se dégager - Tente. 3- Situé - Sert à soulever. 4- Qualifie l'eau de mer - Symbole chimique du radium. 5- Produite en dehors - Ne reconnut pas. 6- Arbres toujours verts - N'est pas militaire. 7- Pronom personnel invariable - Fils de Dédale l'architecte grec. 8- La tête souvent dans le ciel - Choix. 9- Possédée - Groupe de chiens dressés pour la chasse. 10- Ronge - Port du sud de la France.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Canonnière
Canonnière
Canonnière
Canaunnière

Erotique
Érotic
Érautique
Érotique

Guet-apen
Guet-apans
Guet-apens
Get-apens

Mémorandum
Mémorandaum
Mémorondum
Memorandum

Les mots fléchés

SPORT NIPPON PETIT ATHLÈTE	NATION AFRICA TRAITÉES À L'AMIALE	PARTISANS DE LUTHER COÛTE CHER	RÉSINEUX	GLOUSSÉ CRI DE DOULEUR	FIN DE LAMAS SPORT SOUTERRAIN	FIBRE SYNTHÉTIQUE
			GIBIER À PLUME APPARTEMENT EN HÔTEL			
MOINS BÊTE					ANALYSTE SUJET À LA COLÈRE	
LONGUE ET NOIRE		PLUS FAMILIER QUE VOUS ABRI DE CAMPEUR		ÉPOQUE PARCOURRU DES YEUX		PAS BREF
«BOUCHE» DUR(E)	DOIGT DE PIED SORTI DE LA COMPÉTITION				LE TÉLÉPHONE SONNE NATIONALE	
		POISSON AUX OEUFS D'OR FORTE CARTE				
SOCIABLE GRANDE FÊTE				ENSEIGNE LUMINEUSE FERA MIJOTER UN PLAT		PAS ACQUISE
			REPAS DE BÉBÉ	TROMPÉ	SOLDAT AMÉRICAIN TRAITAIT DE HAUT	
POUR MOI DESTINATAIRE DE NOS IMPÔTS		COMPLETS VOITURE DE CHARGE				OBTEMPÉRÉ
					RÉPONSE NÉGATIVE EN AVANT !	
GÉNÉRAL ROMAIN	CENTRE DE SOINS FAMILIER PARTICULIER			AVALE SANS MÂCHER REMÂCHER		
			UN PEU RONDELETTE CALE			
MORDANTE	INFORMÉ NAVIRE MARCHAND				POSSÈDE AVAIT LE COURAGE DE	EX-EMPEREURS SLAVES
				TROUBLE ASTUCE		PARADIS
SERVICES GAGNANTS CUIT DANS UN CORPS GRAS			MÉLANCOLIQUES C'EST CELA			
		FIT LE FIERTE TROUVES			OUI RUSSE PREMIÈRE NOTE	
PÂTISSERIE PLAQUES DE MÉTAL				CANARD SAUVAGE		
			BOÎTES D'EMBALLAGE			

BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :
Poète et mathématicien persan

- | | | |
|-----------|-------------|--------------|
| ABDOMEN | DRAMATIQUE | MINEUR |
| AMPÈRE | ENZYME | PALMERAIE |
| ANANAS | EXCLURE | PANTOUFLARDE |
| ANATOMIE | FACIÈS | PATINOIRE |
| ANGLES | FAVELA | PRÉSIDENT |
| BALCONNET | FENNEC | PROCHE |
| BARÈME | FIBROME | RADIN |
| BLASPHEME | FLAMAND | REBOND |
| BOXEUR | FUMOIR | RÉPÉTITIF |
| CELA | GÉOGRAPHIE | REQUIN |
| CHINE | GLAIVE | SWAHILI |
| CONSENSUS | GORDIEN | TABLE |
| CORTICALE | INJECTÉ | TANGER |
| COSMIQUE | INSOMNIAQUE | TARTINE |
| DÉDALE | JOVIALE | TRADUCTION |
| DELÀ | JUSTICE | VAMPIRISME |
| DÉSORMAIS | KARTING | VOGUE |
| DIALECTE | LÂCHETÉ | |
| DOUCE | MANQUE | |

F D E S O R M A I S S U S N E S N O C A
 U R E I H P A R G O E G N E J N C K P B
 M E E E I M O T A N A I E U V O Z R H D
 O U D P E H C O R P U M S M R I E Y I O
 I Q I A E H B T Y Q D T A T E S A N M M
 R I A T I T A L E F I E I N I R J L K E
 R T L N A B I R A C E C D D Q E A A G N
 U A E E L N M T E S A N E A C U R B A A
 E M C E U I G E I L P N N T L T E L E N
 X A T R N Q R E E F T H E E I E E M G
 O R E E E U A E R T E E E N C V E U S L
 B D U E L U L I E I I R G M A O N Q I E
 D R S C M A G N N A L E I F E G I I R S
 N I X A I O N A R M T I D O Y U T M I A
 A E T V N O R E Z E O N H N N E R S P S
 M M O R C A M B H G O S I A C I A O M E
 A J P L O L N C I B I D N U W L T C A I
 L L A E A M A A E F A Z O I E S M A V C
 F B E P R L A R T R A D U C T I O N P A
 G O R D I E N E D R A L F U O T N A P F

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT
 INESPERE - RATA - EXALTATION - L - RAP - AUMONIER - NIAISE - DESIR - ETEND - NOUS - CI - IS - OBESE - CAP - AS - PILES - SONO - SCORE - USINES - VER - IDE - EMEUT - MEME - RALRA - SE - SEVE - DEREGLE - NATTE - ECRASA - ETIRANT - TES - B - SECTES - ECUS - ADO - H - RASSISE - INVAINCU - FAN - RASA - NE - ROSIT

VERTICALEMENT
 ANEANTISSEMENT - DIA - EXPIES - CREVAISSONS - ASA - AN - PO - METRE - VA - PLAIDOLRIE - TACHA - VETUS - BLED - DENT - IN - RAMENEE - ERE - TERNE - VETO - OSSU - ARE - SAC - INDUE - SELECT - SUR - PROIES - SIMAGREES - O - ANES - CONE - LASCIFS - ET - RICANEUSES - USAI - AL - RIPOSTE - ABSENT.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
 1- GABES - OBUS 2- ARA - ONDULE 3- MORGUE - TEL 4- AN - OPERA - L 5- DRUE - ANTE 6- PEUT - OTEE 7- R - METRE - RI 8- UNE - ENRICO 9- NEUTRE - SEM 10- ERTE - SOTTE.

VERTICALEMENT
 1- GAMA - PRUNE 2- ARONDE - NET 3- BAR - RUMEUR 4- E - GOUTE - TE 5- SOUPE - TER 6- NEE - ORNES 7- OD - RATER - O 8- BUTANE - IST 9- ULE - TERCET 10- SELLE - IOME.

4x4 Cotonnier - Cynégétique
 Licenciement - Plénipotentiaire

BIFFE-TOUT : CASTRER



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

CLASH TRUMP-MELONI

La polémique entre Donald Trump et Giorgia Meloni s'intensifie. Le président américain affirme que la cheffe du gouvernement italien lui aurait demandé à plusieurs reprises une photo lors du dernier sommet du G7. Meloni dément catégoriquement ces propos et dénonce des attaques «continues et injustifiées». Cet échange public alimente les tensions entre les deux dirigeants et suscite de nombreuses réactions en Italie comme aux États-Unis. Avec près d'un million de vues, beaucoup d'internautes jugent cette querelle inutile et estiment qu'elle détourne l'attention des vrais enjeux politiques.



6/10

ABONNÉS FANTÔMES

Dans plusieurs salles de sport, le phénomène des «abonnés fantômes» prendrait de l'ampleur. De nombreux clients paieraient un abonnement mensuel ou annuel avec enthousiasme, mais cessent de fréquenter les lieux après quelques semaines seulement. Entre manque de temps, baisse de motivation et objectifs irréalistes, ces abonnements deviennent rapidement inutilisés. Avec près de 9k vues, certains internautes soulignent que les salles de sport miseraient souvent sur les nouvelles inscriptions plutôt que sur le suivi personnalisé.



3/10 YAKOUREN, REFUGE DE FRAÎCHEUR

Alors que la canicule s'installe sur plusieurs régions du pays, la forêt de Yakouren, à Tizi-Ouzou, devient une destination privilégiée pour de nombreuses familles algériennes en quête de fraîcheur et de détente. Sous son épais manteau végétal, les rayons du soleil peinent à traverser la dense couverture des arbres, offrant une atmosphère douce et apaisante. Entre espaces de loisirs, restaurants et aires de repos, petits et grands trouvent leur bonheur. Les enfants s'émerveillent devant les célèbres singes magots, tandis que les parents savourent le calme enchanteur de la nature. Dans ce décor féérique, bercé par le chant des oiseaux et la fraîcheur des sous-bois, Yakouren apparaît comme un véritable havre de paix loin de la chaleur étouffante des villes. Avec plus de 800 vues, les internautes confirment que Yakouren reste l'un des plus beaux refuges naturels d'Algérie pour échapper à la canicule.

9/10

SOOLKING ET BAHIA RACHEDI

Lors de la cérémonie de remise du «Prix du président de la République pour les jeunes créateurs», un moment marquant a été observé entre le chanteur Soolking et la comédienne Bahia Rachedi. L'artiste a accompagné avec respect et humilité la figure emblématique du cinéma algérien, dans une ambiance empreinte de dignité et de reconnaissance artistique. Cette scène symbolique a été largement partagée, illustrant le respect entre générations d'artistes et la valeur accordée à la culture et à la création en Algérie. Avec plus de 102k vues, les internautes saluent un beau geste de respect et d'élégance entre deux grandes figures de l'art algérien.



5/10

LE RAMADAN, SON COUP DE CŒUR EN ALGÉRIE

Après trois années passées en Algérie, l'ambassadrice du Danemark, Katrine From Høyer, a confié que le Ramadan demeure la période qu'elle affectionne le plus. Séduite par l'atmosphère chaleureuse qui règne durant ce mois sacré, elle souligne particulièrement l'importance des liens familiaux, les nombreuses activités culturelles ainsi que l'animation qui illumine les soirées. Avec plus de 1 200 vues, les internautes trouvent que le Ramadan en Algérie possède une ambiance unique qui marque durablement tous ceux qui la découvrent, entre promenades nocturnes, rencontres conviviales et traditions profondément ancrées. Ils estiment que ce mois sacré révèle l'une des plus belles facettes de la société algérienne, où solidarité, partage et convivialité se vivent au quotidien.



2/10

HOMMAGE À RACHID FARES



Quatorze ans après la disparition de Rachid Fares, le 20 juin 2012, une publication hommage diffusée sur les réseaux sociaux a suscité une vive émotion et accumulé plus de 500 réactions. Cet acteur, réalisateur et producteur algérien, a marqué plusieurs générations par son parcours artistique. Les messages publiés en sa mémoire témoignent de l'attachement du public à l'une des figures marquantes de la scène culturelle algérienne, dont le souvenir reste toujours vivant.

1/10 RUMEUR BALAYÉE

Après la lourde défaite de l'Algérie contre l'Argentine (0-3) lors de la Coupe du monde 2026 à Kansas City, une rumeur a circulé affirmant que Zinedine Zidane était descendu dans le vestiaire des Fennecs pour soutenir son fils Luca Zidane, gardien de l'équipe algérienne. Certaines pages sur les réseaux sociaux ont même évoqué une discussion avec le sélectionneur Vladimir Petkovic. Cependant, une source citée par TSA a démenti catégoriquement cette information. Zidane a bien assisté au match depuis les tribunes, mais il ne s'est jamais rendu dans les vestiaires après la rencontre. Avec plus de 150 réactions, la plupart des internautes dénoncent une fausse information relayée trop rapidement.

8/10

DEUX STARS D'HOLLYWOOD SE CONVERTISSENT À L'ISLAM

L'acteur Giancarlo Esposito (Breaking Bad) et le producteur Cyrus Patel ont officiellement embrassé l'Islam en Arabie saoudite, durant le tournage du film 7 Dogs. Émus par l'hospitalité locale, leur démarche a été officialisée par Turki Al-Sheikh. Avec plus de 24k vues sur le web, les internautes saluent massivement ce choix. Les commentaires célèbrent leur quête spirituelle et la beauté de ce cheminement. Beaucoup se réjouissent de voir des figures internationales touchées par les valeurs de paix et d'accueil de la culture musulmane.

4/10

FIERTÉ CULTURELLE À L'AMBASSADE BRITANNIQUE

Suite à une invitation officielle, la chanteuse algérienne Manel Hadli a porté un vêtement traditionnel lors de l'anniversaire du roi Charles III à l'ambassade du Royaume-Uni à Alger. Avec plus de 850 réactions, ce choix vestimentaire a été très apprécié en ligne pour sa mise en valeur de la culture algérienne devant des diplomates.

7/10

UNE LIONNE MET HASSI MESSAOUD EN ALERTE

Une vive inquiétude a gagné les habitants de Hassi Messaoud après l'apparition inattendue d'une lion-

ne dans les rues de la ville. Alertées, les équipes de la Protection civile sont rapidement intervenues pour sécuriser la zone et éviter tout risque pour la population. Un important dispositif a été déployé, comprenant des ambulances, un camion d'intervention et l'appui d'un vétérinaire.

La lionne s'est réfugiée dans un immeuble résidentiel, dont les

accès ont été sécurisés. Après plusieurs heures d'opération, les secours ont réussi à attirer l'animal vers une cage à l'aide d'un morceau de viande, permettant sa capture sans incident ni blessé. Avec plus de 10k vues, les internautes réclament des explications sur l'origine de la lionne et un contrôle renforcé des animaux sauvages détenus par des particuliers.

HUMEUR

MALEK HADDAD, LA PLUME BLESSÉE

Par S. Méhalla

Il est des insomnies plus fécondes que toutes les conférences universitaires. Des nuits où les bibliothèques invisibles s'ouvrent dans le silence et où les morts viennent réclamer justice. Cette nuit-là, les ombres défilaient avec la gravité des prophètes. Mouloud Feraoun passait avec sa tendresse rugueuse.

Kateb Yacine avançait dans les labyrinthes de Nedjma, ce livre qui ressemble moins à un roman qu'à un séisme littéraire.

D'autres surgissaient encore, écrivains de salon, vedettes de jurys, fournisseurs attirés des modes intellectuelles parisiennes, fabricants de phrases destinées à mourir dans les suppléments culturels qui les ont fait naître.

Puis le silence s'est épaissi.

Et un nom est apparu : Malek Haddad.

Tout le reste a soudain paru minuscule.

Malek Haddad n'est pas un écrivain. Il est une accusation.

Une accusation contre notre paresse intellectuelle.

Une accusation contre nos programmes scolaires.

Une accusation contre cette bureaucratie pédagogique capable de consacrer des semaines à des auteurs secondaires tout en reléguant un géant au rang de note de bas de page.

Le scandale n'est pas que les Algériens ne lisent plus.

Le scandale est qu'on ne leur donne plus à lire ce qu'ils devraient aimer.

Malek Haddad appartient à cette aristocratie rarissime de la littérature dont chaque phrase semble écrite avec du sang, du charbon et de la lumière. Chez lui, les mots ne décrivent pas. Ils saignent.

Dans «Le Quai aux fleurs ne répond plus», «Je t'offrirai une gazelle», dans toute cette œuvre traversée par l'exil, l'amour et la dépossession, il y a une musique qu'aucun imitateur n'a jamais pu reproduire.



Écoutez-le.

«La langue française est mon exil»

Une phrase.

Neuf mots.

Et pourtant toute une tragédie nationale tenait dans cette seule confiance.

Combien d'essayistes bavards, combien de chroniqueurs hypertrophiés, combien de

fabricants de concepts ont produit des milliers de pages pour dire moins que cela ?

Toute l'histoire d'un homme, toute la contradiction d'une génération, tout le drame culturel algérien se trouvent enfermés dans cette formule qui a la densité d'un diamant.

Malek Haddad écrivait comme les autres respirent.

Les autres écrivait pour être publiés.

Lui écrivait pour survivre.

Les autres cherchaient un lectorat.

Lui cherchait une patrie.

Et c'est précisément cela qui le rend insupportable à notre époque.

Nous vivons dans le règne du commentaire alors qu'il appartenait au royaume de la création.

Nous produisons des opinions.

Il produisait des vérités.

Nous applaudissons aujourd'hui des livres qui vieillissent avant même leur sortie des librairies. Des ouvrages fabriqués comme des produits de consommation rapide. Littérature soluble dans l'actualité. Romans jetables. Pensée à durée limitée.

Puis l'on ouvre une page de Malek Haddad.

Et soudain le vacarme s'effondre.

Parce qu'une vraie phrase possède la cruauté des monuments. Elle survit à ceux qui l'ont écrite. Elle survit à ceux qui la critiquent. Elle survit même à ceux qui l'oublent.

Voilà pourquoi l'école algérienne commet un crime silencieux.

Elle enseigne souvent la littérature comme une liste de courses.

Des dates.

Des titres.

Des biographies.

Des examens.

Puis elle renvoie les élèves chez eux avec l'impression que les livres sont des obligations administratives.

Malek Haddad, lui, devrait être enseigné comme on transmet un héritage.

Non pour mémoriser.

Pour ressentir.

Non pour réciter.

Pour comprendre.

Non pour réussir un contrôle.

Pour apprendre à être un homme.

Que reste-t-il d'une nation qui cesse d'entendre ses plus belles voix ?

Une administration.

Un marché.

Une population.

Certainement pas une civilisation.

Pendant que les élèves apprennent par cœur des résumés desséchés, les phrases de Malek Haddad continuent de flotter dans l'ombre comme des reproches.

«Je t'offrirai une gazelle.»

Même le titre est un poème.

Même le titre contient davantage d'imaginaire que des rayonnages entiers de littérature industrielle.

Et pendant ce temps, combien de colloques inutiles ? Combien de commissions ? Combien d'experts autoproclamés ? Combien de pédagogues qui n'ont jamais produit une ligne mémorable décident ce que doivent lire les enfants d'Algérie ?

Le plus ironique est peut-être là.

Nous commémorons Malek Haddad.

Nous ne le transmettons pas.

Nous célébrons sa mémoire.

Nous abandonnons son œuvre.

Nous prononçons son nom.

Nous étouffons sa voix.

C'est la forme la plus raffinée de l'oubli.

L'oubli qui dépose des fleurs sur une tombe pour mieux éviter d'ouvrir les livres.

Et pourtant Malek Haddad demeure.

Comme demeurent les montagnes.

Comme demeurent les blessures.

Comme demeurent les vérités que l'époque tente d'enterrer.

Les médiocres occupent les vitrines.

Les géants occupent le temps.

Et le temps, ce vieux juge incorruptible, a déjà rendu son verdict. Malek Haddad n'attend plus qu'une chose.

Non pas des hommages.

Des lecteurs.

S. M.

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN REJOINT BLS INTERNATIONAL Scott Morrison, conseiller stratégique

Le groupe indien BLS International Services Limited renforce son dispositif stratégique international avec une nomination de premier plan.

Dans un communiqué publié le 19 juin, l'entreprise annonce l'arrivée de l'honorable Scott Morrison en tant que «conseiller stratégique mondial», une fonction destinée à accompagner «sa stratégie d'excellence et de croissance durable». Cette décision s'inscrit dans une dynamique plus large visant à soutenir «l'accélération de sa stratégie de croissance et le renforcement de son positionnement international». BLS International, acteur majeur des services aux citoyens, des visas et des solutions GovTech basées sur l'intelligence artificielle, entend ainsi bénéficier de l'expertise de l'ancien chef de gouvernement australien en matière de politiques publiques, d'économie et de commerce international. Selon le communiqué, l'expérience de Scott Morrison dans la gestion des affaires publiques et économiques consti-



tue un atout stratégique pour l'entreprise. Avant et pendant son mandat, il a travaillé sur des dossiers liés à «l'économie de marché, à la régulation financière, aux infrastructures et à la diversification commerciale». Il dispose également d'une expérience dans les conseils d'administration et les environnements de conseil stratégique inter-

nationaux. Au-delà de son parcours économique, son rôle diplomatique est également mis en avant. Le texte rappelle qu'il a contribué à des initiatives majeures de coopération internationale, notamment en tant que membre fondateur du Dialogue du quad, réunissant l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis, et qu'il a participé à l'élévation des rela-

tions indo-australiennes au rang de partenariat stratégique global. Ces éléments sont présentés comme essentiels pour accompagner BLS International dans sa compréhension des transformations mondiales des services publics. Du côté de l'entreprise, son président Diwakar Aggarwal souligne que «les gouvernements du monde entier connaissent aujourd'hui une transformation rapide portée par les avancées technologiques, l'évolution des attentes des citoyens et un environnement mondial toujours plus interconnecté». Il estime que l'expérience de Scott Morrison permettra de «renforcer la stratégie de croissance à long terme», tout en améliorant la capacité du groupe à anticiper les priorités gouvernementales et à soutenir l'innovation dans les services publics numériques. L'ancien Premier ministre australien affirme, pour sa part, que BLS International «s'est imposé comme un partenaire de confiance pour les gouvernements dans de nombreuses régions du monde». Il dit vouloir contribuer à cette nouvelle

phase de développement, dans un contexte où les États doivent répondre à des attentes croissantes en matière d'efficacité et de sécurité des services publics. Il insiste sur le fait que «l'avenir des services publics reposera sur la capacité des gouvernements et de leurs partenaires à conjuguer innovation, sécurité, efficacité et intégrité». Fondé en 2005, BLS International s'est imposé comme un acteur mondial de la mobilité internationale et des services consulaires. L'entreprise revendique avoir traité plus de 360 millions de demandes de visa, travailler avec plus de 46 gouvernements et opérer dans plus de 100 pays. Elle s'appuie sur un réseau de plus de 50.000 centres de services et plus de 60.000 collaborateurs à travers le monde. Cotée en Bourse et dotée d'une capitalisation dépassant 1,2 milliard de dollars, la société figure parmi les références du secteur GovTech, avec des certifications internationales en matière de qualité, de sécurité de l'information et de management environnemental.

Synthèse R. N.